



# Conseil de sécurité

Soixante-seizième année

**8880<sup>e</sup>** séance

Vendredi 15 octobre 2021, à 10 heures  
New York

*Provisoire*

*Président :* M. Kimani/M. Kiboino/M<sup>me</sup> Toroitich . . . . . (Kenya)

*Membres :*

Chine . . . . .	M. Geng Shuang
Estonie . . . . .	M. Jürgenson
États-Unis d'Amérique . . . . .	M. DeLaurentis
Fédération de Russie . . . . .	M. Nebenzia
France . . . . .	M <sup>me</sup> Gasri
Inde . . . . .	M. Raguttahalli
Irlande . . . . .	M <sup>me</sup> Byrne Nason
Mexique . . . . .	M. Gómez Robledo Verduzco
Niger . . . . .	M. Aougi
Norvège . . . . .	M <sup>me</sup> Syed
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord . . . . .	M <sup>me</sup> Farrey
Saint-Vincent-et-les Grenadines . . . . .	M <sup>me</sup> DeShong
Tunisie . . . . .	M. Ben Lagha
Viet Nam . . . . .	M. Pham

## Ordre du jour

Résolutions 1160 (1998), 1199 (1998), 1203 (1998), 1239 (1999) et 1244 (1999) du Conseil de sécurité

Rapport du Secrétaire général sur la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (S/2021/861)

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-0506 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>)



*La séance est ouverte à 10 h 10.*

### **Adoption de l'ordre du jour**

*L'ordre du jour est adopté.*

### **Résolutions 1160 (1998), 1199 (1998), 1203 (1998), 1239 (1999) et 1244 (1999) du Conseil de sécurité**

#### **Rapport du Secrétaire général sur la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (S/2021/861)**

**Le Président** (*parle en anglais*) : Conformément à l'article 37 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite le représentant de la Serbie à participer à la présente séance.

Au nom du Conseil, je souhaite la bienvenue à S. E. M. Nikola Selaković, Ministre des affaires étrangères de la Serbie.

Conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite M. Zahir Tanin, Représentant spécial du Secrétaire général et Chef de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo, à participer à la présente séance.

Conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite M<sup>me</sup> Vjosa Osmani-Sadriu à participer à la présente séance.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

J'appelle l'attention des membres du Conseil sur le document S/2021/861, qui contient le rapport du Secrétaire général sur la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo.

Je donne maintenant la parole à M. Tanin.

**M. Tanin** (*parle en anglais*) : C'est un plaisir d'être dans la salle du Conseil aujourd'hui pour présenter aux membres un exposé sur les principaux faits nouveaux survenus au Kosovo depuis notre dernière séance, en avril (voir S/2021/370).

Après la fin de la période officielle couverte par le rapport du Secrétaire général, nous avons été témoins d'événements qui nous rappellent – en plus d'autres événements survenus récemment au Kosovo – que l'absence d'entente politique et de communication est un facteur d'escalade des tensions, notamment dans des environnements fragiles sur le plan de la sécurité, caractérisés par la méfiance.

Le 20 septembre au matin, Pristina a lancé une opération de police dans le nord du Kosovo pour faire appliquer un nouveau régime de validité des plaques d'immatriculation. Compte tenu des longues discussions sensibles sur la liberté de circulation qui ont été menées au fil des ans dans le cadre du dialogue facilité par l'Union européenne, on se serait attendu à ce que les personnes concernées soient informées rapidement et de manière claire. Cependant, les autorités n'ont guère voire rien fait à cette fin. La communauté internationale sur le terrain, notamment la Force de paix au Kosovo (KFOR), chargée de maintenir un environnement sûr et sécurisé, n'a pas été informée au préalable.

En conséquence, des affrontements ont éclaté, car dans le nord, les manifestants ont bloqué la circulation aux portes du nord, le long de la frontière administrative. Des unités spéciales de la police du Kosovo, armées d'armes longues, se sont déployées aux points de passage du nord dans des véhicules blindés. Ces unités ont notamment utilisé des gaz lacrymogènes et des grenades étourdissantes pour essayer de disperser les manifestants. Au cours des jours qui ont suivi, le nombre de manifestants et d'unités spéciales de la police a augmenté. Le 26 septembre, un incendie, dont les circonstances n'ont pas encore été élucidées, a éclaté au centre d'immatriculation des véhicules de Zubin Potok. Par ailleurs, dans la nuit du 25 septembre, des munitions non explosées ont été découvertes dans un autre bureau public du nord. L'armée serbe, quant à elle, a déployé une section de la force de réaction dans les environs, au nord de la frontière administrative, et a effectué plusieurs survols militaires dans cette zone.

Les fonctionnaires internationaux ayant comme moi une longue expérience du terrain, n'ont été guère surpris par la réaction à cet effort musclé pour mettre en œuvre un changement de politique, étant donné que les relations communautaires dans le nord ont toujours été tendues et caractérisées par la méfiance. Parce que cet effort n'avait pas fait l'objet de discussions par les canaux établis – au premier rang desquels, le dialogue sur la liberté de circulation facilité par l'Union européenne –, cela a entraîné une escalade des tensions évitable mais potentiellement dangereuse qui a duré 10 jours. Grâce aux bons offices du Haut Représentant de l'Union européenne, M. Borrell, avec l'appui de la diplomatie américaine, un accord a été conclu pour désamorcer cette situation dangereuse. Il prévoyait le retrait des unités spéciales de la police du Kosovo du nord et le renforcement de la présence de la KFOR pour créer un environnement sûr et sécurisé. Les parties se sont mises d'accord sur

une solution provisoire en ce qui concerne la validité des plaques d'immatriculation, et les discussions doivent se poursuivre au cours des six prochains mois.

Les événements dont nous avons été témoins dans le nord pourraient être qualifiés de simple hématome, mais ils auraient pu facilement dégénérer en une véritable hémorragie. Entre autres choses, les interventions personnelles directes du Secrétaire général de l'OTAN, M. Stoltenberg, et de la Présidente de la Commission européenne, M<sup>me</sup> von der Leyen, auprès des dirigeants de Pristina et de Belgrade témoignent aussi de l'instabilité de la situation. Tout en suivant de près la situation, la Mission a également joué un rôle d'apaisement sur le terrain, en tirant parti de notre longue expérience et présence dans le nord, afin d'encourager au calme et de réduire la probabilité d'affrontements accidentels ou échappant à tout contrôle entre la police spéciale et la population. J'ai également condamné les actions unilatérales, en appelant à un leadership responsable et en demandant que des mesures soient prises immédiatement pour réduire les tensions et poursuivre le dialogue politique.

Puis, mercredi dernier, des unités spéciales de la police du Kosovo ont à nouveau été déployées dans le nord, dans le cadre de ce qui a été décrit comme une opération de lutte contre la contrebande menée dans plusieurs localités du Kosovo. Il n'est pas certain que la KFOR ait été informée à l'avance du déploiement des unités spéciales de la police. Au cours de la journée, cette opération a provoqué de nouvelles protestations et de nouveaux affrontements qui ont fait un nombre important de blessés parmi les manifestants, la police et des civils qui ne participaient pas aux manifestations, notamment une blessure potentiellement mortelle causée par un tir de la police, dans des circonstances qui n'ont pas encore été élucidées.

Des civils de Mitrovica-Nord ont rapporté avoir été blessés chez eux par des gaz lacrymogènes et des grenades étourdissantes, utilisés par la police pendant plusieurs heures. Les manifestants ont jeté des pierres et, selon la police du Kosovo, certains suspects ont utilisé des armes à feu pour faire face à la police. Comme l'a ensuite fait remarquer le Haut Représentant de l'Union européenne, M. Borrell,

« Les actions unilatérales et non coordonnées qui mettent en danger la stabilité sont inacceptables... [Les ] questions doivent être abordées dans le cadre du dialogue facilité par l'Union européenne ».

Il est essentiel de tenir compte du contexte et de faire preuve d'une prévoyance responsable pour éviter les conséquences involontaires et une escalade stratégiquement risquée. Les dernières actions ont accru la méfiance ressentie au sein de la population serbe du nord et suscité de vives réactions à Belgrade, rendant d'autant plus impératif aujourd'hui un réengagement responsable en faveur du dialogue.

J'ai parlé en détail des événements du 20 au 30 septembre et d'autres questions avec le Premier Ministre Kurti et le Président Vučić. J'ai également participé à des conversations avec les acteurs diplomatiques concernés, notamment ceux représentant les États-Unis, la Fédération de Russie et la Chine, ainsi qu'avec le commandant de la KFOR et les responsables de l'Union européenne.

Plusieurs leçons importantes – ou peut-être mieux, des rappels – se dégagent en ce qui concerne les relations Belgrade-Pristina, la stabilité régionale et le caractère indispensable du processus de dialogue. Le dialogue peut et doit être le mécanisme utilisé pour éviter les dangers qui sont moins souvent visibles mais qui sont tout aussi réels qu'ils l'ont été au cours de ces 20 dernières années. L'histoire de la région a montré de manière tragique et répétée que des incidents apparemment mineurs, une mauvaise interprétation des intentions et des erreurs flagrantes peuvent déclencher une escalade sécuritaire instable qui met des vies en danger et ne profite à personne.

Les acteurs internationaux, dont mon équipe et les membres du Conseil de sécurité, ont salué la récente rencontre entre le Président Vučić et le Premier Ministre Kurti, le 6 octobre, lors du sommet Union européenne-Balkans occidentaux, en présence du Président français Macron et de la Chancelière allemande Merkel. Néanmoins, il serait prématuré et trop optimiste d'affirmer que nous assistons à la reprise d'un réel engagement en faveur du dialogue, qui reste le seul forum où des discussions responsables et axées sur les résultats peuvent se poursuivre.

J'ai évoqué l'importance de la continuité du dialogue à la fois avec le Président Vučić et le Premier Ministre Kurti lors de mes entretiens avec eux. Il s'agit également d'un défi de taille pour les institutions européennes, qui sont chargées de diriger ce processus avec efficacité. Ce que j'ai remarqué et entendu durant mes rencontres avec les représentants des puissances internationales représentées au Conseil de sécurité, c'est que, malgré des divergences sur d'autres sujets, ils partagent clairement l'opinion qu'il n'y a pas d'autre solution

raisonnable que celle d'un engagement soutenu dans le dialogue. C'est un minimum – pour contribuer à éviter le potentiel rétrograde exhibé ces dernières semaines. En outre, il est important de soutenir toutes les initiatives qui peuvent contribuer à promouvoir des relations responsables entre tous les voisins des Balkans occidentaux.

De mon point de vue, la confiance reste l'élément le plus rare : la confiance dans des négociations de bonne foi, la confiance entre les représentants et ceux qu'ils représentent, et la confiance dans les institutions qui ont été créées pour les mener à bien. Après avoir observé les nombreux cycles du dialogue pendant plus de six ans, je reste fermement convaincu que si la grande majorité des membres des différentes communautés, y compris les femmes et les jeunes, ne se sentent pas impliqués dans les processus de discussion et de négociation politiques, s'il n'y a pas de mobilisation de la société et s'ils ne sont pas, à tout le moins, conscients de ce qui est discuté, tous les efforts pour faire évoluer les relations et résoudre les tensions à long terme sont destinés à rester vains. Un accord facilité sur papier est un objectif vital mais avoir un papier en main n'équivaut pas à avoir une solution en main. Ceux qui pourraient exercer une plus grande influence sur les parties aux négociations pour qu'elles réussissent sont pour la plupart lassés des arguments éculés et des slogans politiques nationalistes. C'est vrai au Kosovo, c'est vrai en Serbie, et c'est vrai dans toute la région.

Alors que le Kosovo s'apprête à vivre une nouvelle élection locale dans deux jours, les niveaux central et municipal doivent maintenant s'attacher à répondre aux attentes élevées de la population en matière de changement. Pourquoi le taux de participation a-t-il été si élevé lors des dernières élections générales ? En fait, ce que le peuple a demandé, c'est un gouvernement plus réactif et plus responsable, notamment un suivi concret du programme de réformes promis pendant la campagne. Surtout, les électeurs souhaitent clairement que, contrairement au passé, les institutions publiques œuvrent en faveur du bien-être des personnes. Ils veulent une plus grande égalité des chances économiques et sociales, l'équité, la responsabilité et un recours fiable à l'état de droit. En conséquence, le Premier Ministre Kurti, qui m'a fait part à deux reprises au moins des grandes priorités de son gouvernement, m'a assuré de l'importance qu'il accordait à ce programme de réforme, qu'il a qualifié de priorité absolue. J'exhorte aujourd'hui publiquement le Gouvernement, comme je l'ai fait en privé, à s'attacher à reconstruire les liens de confiance si longtemps rompus entre toutes les communautés du Kosovo et les dirigeants politiques.

Le rétablissement de la confiance exige une approche sincère du processus de dialogue Belgrade-Prishtina, ainsi que l'instauration d'une atmosphère encourageante entre les différentes communautés du Kosovo. Traiter le passé avec maturité et responsabilité est une condition préalable à la stabilité, ce qui implique d'éviter d'instrumentaliser les thèmes ethno-nationalistes qui divisent pour en tirer un avantage politique.

J'ai eu de nombreuses conversations avec des dirigeants de pays de la région au cours de l'année écoulée, notamment avec le Président Vučić et le Premier Ministre albanais Rama, et je tiens à souligner que des approches régionales pratiques ont commencé à évoluer, en utilisant la communauté d'intérêt pour une prospérité accrue comme moteur pour parvenir à une région plus stable. À l'instar du processus de Berlin, dont elle s'est en partie inspirée, l'initiative « Open Balkan », promue par le Président Vučić, le Premier Ministre Rama et le Premier Ministre Zaev de Macédoine du Nord, constitue à mon sens un pas prometteur exactement dans cette direction, malgré des divergences sur ses détails et sa forme.

La pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) continue de poser des problèmes sans précédent pour le Kosovo et la région. Les mesures propres à enrayer sa propagation et à atténuer ses conséquences socioéconomiques sont une autre question appelant une coopération par-delà les frontières, les lignes de démarcation et les origines ethniques. Grâce aux dons faits au Mécanisme COVAX pour un accès mondial aux vaccins contre la COVID-19, l'ONU a aidé le programme de vaccination du Kosovo, tandis que la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK) et l'Équipe des Nations Unies au Kosovo ont travaillé en étroite collaboration avec les autorités pour encourager et promouvoir l'adhésion à la vaccination et aux mesures préventives. Je suis fier que la MINUK et l'Équipe des Nations Unies au Kosovo aient contribué à accroître la capacité de dépistage et de vaccination contre la COVID-19 au Kosovo, et apporté une aide humanitaire et des équipements aux personnes les plus vulnérables. Elles se sont également employées à surveiller objectivement les protections des droits humains dans le contexte de la pandémie. Avec le ferme appui du Siège, nous avons mené à bien la campagne de vaccination pour l'ensemble des personnels internationaux et locaux des Nations Unies et de leurs ayants droit, non seulement au sein de la MINUK mais aussi dans toutes les autres entités des Nations Unies présentes sur place.

Conformément à son mandat, la Mission continue de se mobiliser amplement sur le terrain, dans des secteurs et domaines d'activité multiples, sur la base d'un

programme destiné à promouvoir et appuyer le renforcement de la confiance entre les diverses communautés du Kosovo.

J'ai déjà dit consacrer une grande partie de mon temps et de la vision que je nourris pour notre mission à la confiance, dans le cadre d'une stratégie que nous avons forgée et affinée en fonction de l'expérience. Ce travail est indispensable et doit se poursuivre, pour les raisons que j'ai soulignées tout à l'heure. Nous avons utilisé l'instrument important que représentent nos fonds consacrés aux activités relatives aux programmes pour donner le ton et amorcer la réalisation de la quasi-totalité des objectifs énoncés au Forum des Nations Unies sur le renforcement de la confiance au Kosovo, que j'ai organisé en 2018, grâce aux efforts combinés de la MINUK, de l'Équipe des Nations Unies au Kosovo et de nos nombreux partenaires internationaux œuvrant main dans la main avec les membres des différentes communautés qui croient en un avenir pacifique commun.

Depuis notre action de promotion des priorités concernant les femmes et la paix et la sécurité et du programme relatif aux jeunes et à la paix et à la sécurité, jusqu'à l'appui accordé à une éducation multilingue, en passant par le financement et le coparrainage de débats diffusés à la télévision et sur des nouveaux médias, ou encore par la fourniture d'une assistance juridique et d'une éducation pour l'accès à la justice, nous avons contribué à illustrer l'approche centrée sur l'être humain et la mobilisation à l'échelon de la société que le Secrétaire général a articulées dans son programme de réforme et dans son rapport intitulé Notre Programme commun (A/75/582).

Il s'agit d'un rôle de catalyseur auquel notre mission reste dévouée, en engageant le dialogue et en amplifiant les voix du changement, tout en usant de notre créativité, de notre compréhension et de notre analyse des circonstances réelles pour promouvoir des bienfaits durables et à long terme pour tous. De mon point de vue, ce travail est au fondement d'un accord durable sans lequel les cercles vicieux de la méfiance publique et d'une rhétorique clivante répondant à des motivations politiques à court terme sont voués à se répéter. Je suis profondément préoccupé par les événements de ces dernières semaines, qui sont susceptibles d'anéantir l'amélioration régulière mais fragile de la confiance entre les communautés et qui devraient être un signal d'alarme pour tous les membres du Conseil de sécurité.

Je remercie très sincèrement les membres du Conseil de leur attention et de l'appui constant qu'ils accordent depuis des années à la MINUK et à moi-même.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je remercie M. Tanin de son exposé.

Je donne maintenant la parole au Ministre des affaires étrangères de la Serbie.

**M. Selaković** (Serbie) (*parle en anglais*) : Je remercie le Secrétaire général, M. Guterres, et son Représentant spécial et Chef de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK), M. Tanin, du rapport présenté (S/2021/861) et de leurs efforts pour mettre en oeuvre le mandat de la MINUK. Je remercie également les membres du Conseil de sécurité de l'attention qu'ils continuent d'accorder à la question du Kosovo-Metohija. La République de Serbie attache une grande importance aux activités de la Mission des Nations Unies au Kosovo-Metohija et l'aide à accomplir son travail le plus efficacement possible, conformément à la résolution 1244 (1999), et sans réduction de sa portée, afin d'instaurer et de préserver la sécurité dans la province. Je prie M. Tanin de bien vouloir accepter l'expression de notre gratitude pour son engagement et pour la coopération que nous avons connue pendant son mandat.

Il est extrêmement préoccupant et vivement regrettable que les conditions de sécurité au Kosovo-Metohija aient été marquées, au cours de la période considérée, par un nombre croissant d'attaques et d'incidents variés à caractère ethnique visant des Serbes, ce qu'évoque également le rapport ; que les institutions provisoires d'administration autonome à Pristina continuent de prendre des mesures unilatérales et refusent d'appliquer les accords conclus dans le cadre du dialogue facilité par l'Union européenne ; et que la discrimination institutionnelle contre les Serbes, les attaques sur les sites de l'Église orthodoxe serbe et les atteintes à la viabilité économique des communautés serbes de la province se poursuivent.

Nous voyons bien que Pristina se livre chaque jour, à un rythme accéléré, à de dangereuses provocations qui menacent gravement la sécurité des Serbes du Kosovo-Metohija et enfreignent directement les accords et arrangements conclus dans le cadre du dialogue de Bruxelles.

Le 13 octobre, les prétendues unités d'opérations régionales spéciales du Service de police du Kosovo se sont livrées à une nouvelle incursion violente,

la neuvième du genre, dans la partie nord de Kosovska Mitrovica. Gaz lacrymogènes, grenades incapacitantes et violence effrénée font partie du quotidien des Serbes du nord du Kosovo-Metohija et doivent donc cesser immédiatement.

Après la dernière attaque à l'arme à feu et aux produits chimiques commise par les forces spéciales de Pristina, Verica Djelic, 71 ans, est morte d'avoir été exposée aux produits chimiques utilisés durant l'intervention. Dix civils non armés ont été blessés, dont un, Srecko Sofronijevic, 36 ans, a été très grièvement touché au dos par un tir de fusil-mitrailleur. Un bébé de 3 mois, miraculeusement resté indemne, était également la cible de ces tirs. Cette dernière action unilatérale en date, comme l'a qualifiée M. Josep Borrell, Haut Représentant de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, répondait au prétexte fallacieux de lutter contre la criminalité organisée et la contrebande.

La Serbie est fermement opposée à la criminalité organisée et à la contrebande, mais les membres du Conseil doivent savoir qu'un objectif mondial aussi important et universel, que nous partageons tous, a cyniquement servi à justifier une attaque armée contre des civils non armés, attaque qui a commencé par un raid au fusil-mitrailleur contre des pharmacies où des malades de nationalité serbe, entre autres, viennent chercher les médicaments dont ils ont besoin pour vivre. Quatre jours avant les élections locales au Kosovo-Metohija, afin de gagner des voix, le régime en place dans les institutions provisoires d'administration autonome, entièrement motivé par des objectifs séparatistes, s'est servi, de manière irresponsable et inhumaine, de médicaments dont dépendent des vies humaines pour prouver sa position sur le statut de la province, en violation de la résolution 1244 (1999).

À peine quelques jours plus tôt, une autre provocation de Pristina a déclenché une crise dangereuse, lorsque des agents d'une soi-disant unité d'opérations régionales spéciales du Service de police du Kosovo, munis d'armes longues et équipés de véhicules blindés, ont été déployés à Brnjak et Jarinje, points de passage administratifs entre la Serbie centrale et le Kosovo-Metohija, pour retirer les plaques d'immatriculation serbes et les remplacer par des plaques temporaires, empêchant ainsi dans la violence la libre circulation des citoyens.

Ces événements ne relèvent pas de la période couverte par le dernier rapport du Secrétaire général sur les activités de la MINUK, mais nous nous devons de les

évoquer à cette occasion afin que chacun comprenne la gravité de la situation sur le terrain et les conséquences délétères que peuvent entraîner les actions unilatérales de Pristina.

Les incursions des forces de police de Pristina, lourdement armées et composées exclusivement d'Albanais, dans le nord du Kosovo-Metohija, sous divers prétextes et motifs, et leur recours excessif à la force constituent des provocations extrêmement dangereuses qui risquent de déstabiliser les conditions de sécurité déjà précaires sur le terrain. L'objectif des dernières incursions des forces spéciales de Pristina dans le nord de la province était de provoquer les Serbes et de les intimider plus encore par une démonstration de force, ainsi que de provoquer une réaction précipitée de la part de Belgrade.

De toute évidence, par de tels agissements, Pristina cherche à réduire à néant 10 ans de dialogue, qui est le seul moyen de régler les questions en suspens. Ces provocations démontrent une fois de plus que les institutions provisoires d'administration autonome de Pristina, non seulement n'ont nullement l'intention de mettre en œuvre tout ce qui a été convenu dans le cadre du dialogue de Bruxelles, mais entendent également rejeter complètement le dialogue comme moyen de régler les problèmes. Appeler les deux parties à faire preuve de retenue et d'esprit constructif, ce qui est depuis longtemps le message public de certains acteurs importants de la communauté internationale, n'est pas une réponse efficace au manque de crédibilité de Pristina et au fait qu'elle joue avec le feu, avec toutes les conséquences imprévisibles qui pourraient en découler. Il n'y a qu'une seule source de déstabilisation, elle a un nom : ce sont les institutions provisoires d'administration autonome de Pristina. Après les événements du 13 octobre, il est clair que la communauté internationale peut et doit y mettre fin en prenant des mesures urgentes et énergiques. Il est désormais évident qu'il ne s'agit plus de provocations sporadiques et isolées de la part de Pristina, mais d'une campagne organisée de violence et de discrimination à caractère ethnique contre les Serbes.

Nous exprimons également notre inquiétude quant à la dernière imposition de droits de douane par Pristina sur certains produits originaires de Serbie centrale, qui a été rendue publique le 8 octobre. Nous rappelons au Conseil de sécurité que la décision unilatérale de Pristina, en novembre 2018, d'imposer des droits de douane sur les produits en provenance de Serbie centrale a entraîné *de facto* un blocus commercial complet

et une impasse à long terme dans le dialogue entre Belgrade et Pristina. Contrairement à Pristina, qui n'a de cesse d'ériger des barrières avec la Serbie centrale par le biais de mesures unilatérales, Belgrade s'efforce avec persévérance et constance de libéraliser la circulation des personnes, des biens, des services et des capitaux, ce qui constitue l'objectif fondamental de son initiative « Open Balkans ». La Macédoine du Nord et l'Albanie ont rejoint cette initiative, pas Pristina.

Entre mars et septembre 2021, qui est la période couverte par le dernier rapport, près d'une centaine d'attaques à caractère ethnique ont été perpétrées contre des Serbes, leurs biens privés et les sites de leur patrimoine religieux et culturel. L'augmentation de la fréquence des attaques s'est accompagnée d'une intensification de la violence à motivation ethnique, qui vise de plus en plus les enfants, les personnes âgées, les femmes, les quelques rapatriés, ainsi que les églises et autres biens de l'Église orthodoxe serbe. Cette situation exacerbe de manière automatique le sentiment d'insécurité omniprésent chez les Serbes restés sur place et dissuade également celles et ceux qui envisageraient de revenir, puisqu'ils s'entendent dire que les communautés albanaises locales peuvent les attaquer en toute impunité et les empêcher de retourner vivre dans leurs propres maisons.

L'exemple le plus frappant de la position des Serbes au Kosovo-Metohija est le cas de M<sup>me</sup> Dragica Gašić, une personne déplacée qui est revenue dans son appartement dans la municipalité de Đakovica début juin. Dans cette ville, que les Albanais locaux désignent fièrement comme un lieu interdit aux Serbes, M<sup>me</sup> Gašić, à son retour, a d'abord fait l'objet d'attaques physiques et verbales de la part des citoyens de nationalité albanaise qui y vivent. Au lieu d'être protégée, M<sup>me</sup> Gašić, qui est gravement malade, est devenue victime d'une persécution institutionnelle aux mains des organes locaux de l'administration autonome et de la police. Étant donné qu'elle est la première et la seule personne serbe à être revenue à Đakovica depuis plus de 20 ans, on aurait pu s'attendre, à tout le moins, les organisations de la société civile tentent alors de protéger ses droits. Il n'en a rien été : des organisations non gouvernementales (ONG) de Đakovica se sont rapidement jointes aux efforts visant à expulser M<sup>me</sup> Gašić, y compris des ONG recevant des fonds de donateurs internationaux pour des projets liés au renforcement de la démocratie et de l'état de droit.

Je dois également évoquer la dernière attaque contre la maison de la seule femme serbe vivant encore dans le centre de la ville de Peć, Rumena Ljubić, une

enseignante à la retraite dont les fenêtres ont été visées par des jets de pierres à deux reprises en seulement 24 heures, le 13 octobre.

Le sort de M<sup>me</sup> Gašić et M<sup>me</sup> Ljubić illustre de façon effrayante la véritable situation des droits de l'homme à laquelle la quasi-totalité des plus de 200 000 Serbes et non-Albanais déplacés seraient confrontés au Kosovo-Metohija, s'ils trouvaient le courage de retourner dans leurs foyers dans la province après plus de 20 ans. Je voudrais rappeler une fois de plus au Conseil que depuis 1999, seulement 1,9 % environ des Serbes et autres non-Albanais déplacés ont pu retourner durablement au Kosovo-Metohija, comme le prévoit la résolution 1244 (1999).

Je suis convaincu que ces exemples encourageront les membres du Conseil de sécurité et la présence internationale sur le terrain à accorder à l'avenir une attention prioritaire à la question du retour des personnes déplacées, qui constitue une partie importante du mandat de la MINUK en vertu de la résolution 1244 (1999).

C'est pourquoi je remercie tout particulièrement le Secrétaire général de continuer à mettre l'accent sur cette question extrêmement importante et d'appeler une nouvelle fois, dans les conclusions de son rapport, à la création de conditions propices au retour durable des personnes déplacées et à la réintégration durable des rapatriés.

Les monuments médiévaux serbes du Kosovo-Metohija, dont certains d'une valeur inestimable sont inscrits sur la liste du patrimoine mondial en péril de l'UNESCO, font l'objet de menaces constantes et figurent toujours parmi les sites du patrimoine culturel les plus menacés d'Europe. Je tiens à rappeler qu'il existe plus de 1 300 églises et monastères serbes au Kosovo-Metohija. Les attaques contre le patrimoine culturel et religieux serbe sont aussi des attaques contre l'identité des Serbes de la province et pèsent directement sur leur sentiment de sécurité.

Un exemple frappant du non-respect des monuments culturels et religieux serbes dans la province est le cas du monastère de Visoki Dečani, qui est menacé et a été la cible d'attaques et de bombardements à plusieurs reprises depuis 2000, et qui est de ce fait toujours protégé par la Force de paix au Kosovo (KFOR). Le monastère a été la cible d'une série d'actes hostiles, dont les auteurs n'ont nullement été dissuadés par le fait qu'il s'agit d'un site du patrimoine mondial. Malgré de fréquentes déclarations affirmant le contraire, même la décision prise il

y a cinq ans par la prétendue « cour constitutionnelle » de Pristina, qui confirme les droits de propriété du monastère sur plus de 24 hectares, n'est pas respectée. C'est pourquoi nous nous félicitons de l'évaluation faite par le Secrétaire général dans son rapport à cet égard.

La République de Serbie reste déterminée à trouver une solution politique de compromis, comme le prévoit la résolution 1244 (1999), afin de garantir une paix et une stabilité durables. Nous sommes convaincus que le dialogue et la mise en œuvre des accords conclus sont le seul moyen de régler toutes les questions en suspens.

En tant qu'État attaché au respect du droit international et Membre de l'ONU, la Serbie est opposée à toute tentative d'établir un équilibre artificiel entre les parties au dialogue, ainsi qu'à la relativisation de la responsabilité d'actes unilatéraux. Nous notons avec préoccupation que, près de huit ans après la conclusion de l'Accord de Bruxelles, la mise en place de la communauté de municipalités serbes n'a toujours pas commencé, bien que Belgrade se soit acquittée de toutes ses obligations en vertu de cet accord.

Des exemples nombreux et récurrents montrent par ailleurs que Pristina viole ou obstrue les accords conclus dans le cadre des dialogues sur l'énergie, la justice, la liberté de mouvement et les visites de fonctionnaires. Un de ces exemples est la condamnation d'Ivan Todosijević à deux ans de prison, que le Secrétaire général mentionne également dans son rapport. L'Accord de Bruxelles a été directement violé, comme l'ont également souligné les représentants de l'Union européenne. Le comportement de Pristina a causé des dommages incalculables au processus de réconciliation au Kosovo-Metohija. En dépit du fait que la Commission européenne a déclaré qu'il s'agissait d'une violation de l'Accord de Bruxelles, parce que Todosijević a dû être condamné par un groupe de juges dont la majorité étaient d'origine serbe, Pristina n'a encore pris aucune mesure à cet égard. Pristina a également continué d'interdire aux représentants de la Serbie de pénétrer sur le territoire de la province autonome du Kosovo-Metohija.

Nous estimons important que la communauté internationale, en particulier l'Union européenne, en tant que garante de l'Accord, insiste fermement pour que les institutions provisoires d'administration autonome à Pristina commencent à appliquer tous les accords conclus.

Comme elle l'a toujours été, la République de Serbie reste pleinement décidée à régler la question des personnes portées disparues, comme elle le montre

également en coopérant pleinement avec les mécanismes internationaux pertinents et en participant aux travaux du Groupe de travail sur les personnes portées disparues. Nous attendons des représentants des institutions provisoires d'administration autonome à Pristina qu'ils honorent leurs obligations.

Compte tenu de tout ce que j'ai dit dans ma déclaration aujourd'hui, nous estimons que la présence internationale au Kosovo-Metohija, en application de la résolution 1244 (1999), reste nécessaire. Hormis la MINUK, la présence de la KFOR, en tant que principale garante de la sécurité, et de la mission « État de droit » menée par l'Union européenne au Kosovo, qui est engagée dans le domaine de l'état de droit, est également importante.

Je tiens à souligner une fois de plus que la Serbie appuie pleinement le respect du droit international, la mise en œuvre dans son intégralité de la résolution 1244 (1999) et les activités de la MINUK sans en diminuer la portée et en la dotant de ressources financières suffisantes pour lui permettre de s'acquitter du mandat qui lui a été confié en vertu de cette résolution.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à M<sup>me</sup> Osmani-Sadriu.

**M<sup>me</sup> Osmani-Sadriu** (*parle en anglais*) : C'est pour moi un honneur que d'être présente au Conseil de sécurité aujourd'hui, en ma qualité de Présidente de la République du Kosovo.

Il y a 22 ans, j'écoutais les réunions de l'ONU sur le sort de notre peuple et de notre nation alors que j'étais réfugiée dans les montagnes pour échapper aux bombardements et aux grenades de l'armée serbe visant notre peuple. Aujourd'hui, 22 ans plus tard, en tant que nouvelle Présidente élue de la République du Kosovo, j'ai le privilège de représenter mon peuple, l'ensemble du peuple kosovar.

La vérité est que je ne suis présente aujourd'hui parmi les membres du Conseil que grâce à la détermination, à la persévérance et à la lutte pour la libération du peuple kosovar, qui voulait débarrasser son pays de l'oppression et d'une domination génocidaire pour en faire un pays indépendant et souverain.

Cela n'a été rendu possible que grâce à l'aide de nos alliés, ceux qui ont cru en notre droit à l'autodétermination et à créer un État, ceux qui se sont tenus à nos côtés durant les jours les plus sombres et les plus radieux. Je souhaite prendre un moment pour remercier sincèrement tous ceux qui ont cru en nous à l'époque et

qui continuent de cheminer à nos côtés alors que nous ouvrons de nouveaux chapitres de progrès. Je remercie les membres du Conseil au nom du peuple de la République du Kosovo.

Nous avons parcouru un long chemin depuis. Notre histoire est loin d'être achevée et une grande partie de notre potentiel attend d'être réalisée, mais notre avenir est brillant et je suis certaine qu'un jour, nous nous joindrons aux membres du Conseil à cette table en tant que membre de la famille des nations qui constituent aujourd'hui l'ONU.

Nous avons traversé trop d'épreuves et fait trop de sacrifices pour aller à reculons. C'est pourquoi nous nous tournons vers l'avenir avec force, courage et confiance dans nous-mêmes et dans le potentiel de notre jeune république.

Comme quelqu'un l'a expliqué récemment, le Kosovo est une lueur d'espoir dans la région. Le peuple kosovar défend la liberté, les droits de l'homme, l'état de droit et la démocratie. Il défend les valeurs qui font de ce monde un monde meilleur et les valeurs que l'ONU promet avec acharnement. Mais l'espoir ne peut s'épanouir que si la confiance règne.

Nos citoyens croient en un avenir offrant de meilleures possibilités d'emploi et un état de droit renforcé. Ils croient aujourd'hui en un Kosovo où règnent l'égalité, l'inclusion et le respect de tous, et nous travaillons dur pour répondre concrètement à leurs attentes. La vérité est que la confiance du peuple dans ses institutions n'a jamais été aussi forte.

Je suis fière de dire qu'après avoir été déchiré par la guerre et durement touché par la pandémie, le Kosovo est devenu une des démocraties les plus dynamiques de la région. Cette année, notre produit intérieur brut pourrait même connaître une croissance à deux chiffres.

Ce qu'un investisseur potentiel trouverait au Kosovo aujourd'hui est un pays dont la jeunesse est réellement talentueuse, hautement qualifiée, technophile et multilingue, où 70 % de la population sont âgés de moins de 35 ans ; un pays où les taxes sont faibles et extrêmement compétitives, doté d'une infrastructure juridique entièrement neuve et compatible avec la législation de l'Union européenne ; un pays avec un taux de pénétration d'Internet de 90 %, ce qui lui a permis de devenir un pôle technologique dans la région.

Il convient également de noter que les produits en provenance du Kosovo, longtemps importateur net, sont en train de se faire une réputation sur des marchés tels que l'Allemagne, la Suisse, l'Italie, les États-Unis, le Royaume-Uni et beaucoup d'autres. On trouve même nos produits dans des pays tels que l'Ukraine, l'Inde et la Chine. Et nous espérons que les relations politiques seront bientôt à l'image des liens économiques existants. En d'autres termes, le Kosovo est en train de montrer au monde son esprit transformateur dans de nombreux domaines économiques et dans d'autres secteurs.

Bien qu'il ait été le dernier pays d'Europe à lancer sa campagne de vaccination, non seulement le Kosovo est aujourd'hui celui qui vaccine le plus vite, mais il a également surpassé la région et certains États membres de l'Union européenne en ce qui concerne le taux de vaccination de la population contre la maladie à coronavirus.

Mais surtout, le Kosovo prospère grâce à une période de stabilité institutionnelle et de confiance inédites. Nos réformes pour renforcer l'état de droit sont menées à une cadence record, et nous espérons devenir un exemple de gouvernance efficace et fondée sur le mérite non seulement dans la région, mais au-delà.

Je pourrais donner aux membres du Conseil d'innombrables statistiques sur nos succès, mais l'histoire du Kosovo est et a toujours été celle de son peuple. C'est aujourd'hui l'histoire de trois femmes qui sont médaillées olympiques – Majlinda, Nora et Distria – et qui ont transformé notre jeune république, par deux fois participante aux Jeux olympiques, en une triple médaillée d'or olympique.

C'est aussi l'histoire exaltante de Fahrije Hoti et des femmes de Krusha, dont le portrait est parfaitement dressé dans le film « Hive » – que j'invite les membres du Conseil à regarder -, qui a remporté trois récompenses au festival de Sundance et dont nous espérons qu'il remportera un Oscar – un film qui est le plus fort témoignage des conséquences de la guerre et qui illustre parfaitement la résilience, la survie et le triomphe.

L'histoire du Kosovo est également celle d'un pays indépendant depuis bientôt 14 ans dans lequel Vashje Krasniqi-Goodman, rescapée de viols durant la guerre, courageuse et engagée, compte parmi les membres du Parlement élus avec le plus grand nombre de voix ; dans lequel Saranda Bogujevci, qui, après avoir survécu à un massacre qui a décimé l'ensemble de sa famille, est maintenant Vice-Présidente du Parlement ; dans lequel

le vote des citoyens durant les dernières élections a donné naissance à un parlement où le nombre de femmes est plus élevé que la moyenne de l'Union européenne, et celle d'un pays qui est dirigé pour la deuxième fois par une femme. Outre les multiples réussites observées à l'intérieur de nos frontières, les nombreux succès de notre diaspora incroyablement active dans le monde entier continuent de nous remplir de fierté. De Dua Lipa à Rita Ora en passant par les joueurs de football, les universitaires et scientifiques de renommée mondiale, nous les remercions tous d'être nos meilleurs ambassadeurs et de présenter au monde ce que le Kosovo a de meilleur.

Aujourd'hui, notre pays est véritablement le symbole d'une nation éprise et exportatrice de paix. Nos soldats servent aux côtés des troupes américaines dans des missions de maintien de la paix, et continuent de faire preuve d'un professionnalisme inégalé. Au beau milieu d'une des plus grandes crises de l'histoire récente, notre peuple et nos institutions ont ouvert leur cœur et leur esprit aux citoyens afghans qui cherchaient refuge. Cela reflète non seulement ce que nous sommes en tant que peuple, mais confirme également notre volonté de soutenir nos alliés et d'être un membre actif de la communauté internationale. Nous, le peuple du Kosovo, en tant qu'anciens réfugiés, comprenons mieux que quiconque leur souffrance.

J'aurais beaucoup à dire ici, mais pour l'instant, je demande à chacun de continuer à ouvrir son cœur et son esprit au peuple du Kosovo. Nous nous occuperons du reste. Soyez assurés que le plus jeune pays d'Europe dépassera les attentes et continuera de renforcer son statut d'État, tout en continuant de faire la fierté de ses alliés.

Puisque nous discutons de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK), je voudrais prendre un moment pour m'adresser aux membres du Conseil de sécurité. La MINUK a été créée il y a 22 ans dans des circonstances extrêmement différentes. Suite à l'intervention de l'OTAN pour mettre un terme aux crimes de guerre, aux crimes contre l'humanité et au génocide perpétrés par les Serbes contre la population du Kosovo, le Conseil a autorisé la mise en place d'une présence civile internationale chargée d'assurer une administration intérimaire – je répète, intérimaire.

La Cour internationale de Justice, un organe de l'ONU, a confirmé que le régime juridique mis en place au titre de la résolution 1244 (1999) ne devait être appliqué que jusqu'à ce que le statut final du Kosovo

soit déterminé. Ce statut a été déterminé une fois pour toutes le 17 février 2008, lorsque la Cour internationale de Justice a conclu que la déclaration d'indépendance du Kosovo était pleinement conforme au droit international puisqu'elle a été faite conformément à la proposition de l'Envoyé spécial des Nations Unies, M. Ahtisaari.

À la demande de la Serbie, l'Assemblée générale a demandé à la Cour internationale de Justice de se prononcer sur la déclaration d'indépendance du Kosovo. La Cour a rendu un verdict sans équivoque : aucune disposition du droit international n'a été violée. Par conséquent, nous appelons la Serbie, et les membres qui ont encore des doutes quant à l'indépendance du Kosovo, à respecter le droit international.

La République du Kosovo est aujourd'hui un pays libre, souverain, indépendant et de plus en plus prospère. Cela devrait suffire pour faire comprendre à tout le monde que la MINUK a dépassé la période prévue pour son mandat, et que sa présence continue dans le pays est en contradiction avec l'interprétation de la Cour internationale de Justice. Tout en la remerciant du travail qu'elle a accompli, nous invitons les membres du Conseil de sécurité à utiliser son budget à meilleur escient, à d'autres fins. Et tant qu'ils consacrent ce budget à la Mission, je les invite à être impartiaux et à ne pas envoyer un message complètement déformé de ce qui s'est passé dans le nord du Kosovo, car sinon, ils feraient preuve d'une partialité sans précédent et ne feraient que contribuer à alimenter les tensions dans notre région.

Le Kosovo n'est toujours pas un État Membre de l'Organisation des Nations Unies et c'est un triste paradoxe, puisqu'il est un des plus grands défenseurs de la paix et de la sécurité dans le monde. Chacun des citoyens de notre jeune république connaît les ravages de la guerre, et nous voulons désespérément les éviter partout dans le monde. Les habitants du Kosovo sont de véritables internationalistes dans l'âme. Ils veulent découvrir le monde, cultiver les relations existantes et en créer de nouvelles avec les peuples du monde entier. Nous sommes des pro-européens passionnés. Nous sommes totalement pro-OTAN. Nous croyons en une Europe unie en tant que projet politique fondé sur des valeurs. Nous croyons à la paix et à la stabilité qu'apporte l'OTAN.

De même, nous sommes profondément attachés à un monde où règnent les valeurs incarnées par l'ONU. Tant que le Kosovo restera à l'écart des organes de l'ONU et d'autres organisations internationales, les efforts concertés fournis par cette famille de nations

ne lui permettront pas de s'acquitter pleinement de sa mission. Les projets communs de prévention des futures pandémies, de lutte contre les changements climatiques, de réalisation des objectifs de développement durable et de lutte contre la criminalité internationale ne seront pas pleinement réalisés.

À cet égard, je tiens à dire aujourd'hui qu'il est grand temps que le Kosovo bénéficie du soutien de tous et devienne membre d'organisations internationales telles que l'Organisation mondiale de la Santé, l'UNESCO et INTERPOL, et qu'il occupe la place qu'il mérite à la prochaine conférence des parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, afin de pouvoir discuter, aux côtés de tous les autres membres, du sort commun de l'humanité.

En définitive, nous considérons l'adhésion à l'ONU, à ses entités et à d'autres organisations internationales comme l'aboutissement de nos efforts de longue date visant à promouvoir le bien-être, la paix et la sécurité chez nous et à l'étranger. C'est pour cette raison que ces adhésions sont si importantes pour nous et constituent un pilier essentiel de nos efforts en matière de politique étrangère.

Le Kosovo sait parfaitement que la coopération régionale est au cœur de sa stratégie d'adhésion à l'Union européenne, et que toutes ses initiatives doivent être fondées sur les règles de cette institution. C'est pourquoi nous sommes fiers de participer au processus de Berlin pour les Balkans occidentaux, la seule initiative dont le but est l'intégration de notre région dans l'Union européenne.

Qu'il me soit permis de clarifier un point, au cas où il y aurait des doutes. Le Kosovo a toujours été un voisin pacifique : un voisin qui ne se sert pas de ses institutions pour s'ingérer dans les affaires intérieures d'autres pays ou pour les déstabiliser ; un voisin qui se réjouit et est fier des succès des autres. C'est précisément dans cet esprit que nous envisageons la coopération régionale aujourd'hui.

Notre région est petite, mais elle compte de nombreux amis du Kosovo. Ces amis comprennent notre combat et notre réalité. Ils nous ont accompagnés pour que nous puissions faire fond sur nos réalisations communes, et nous sommes confrontés aux mêmes défis. Malheureusement, nous ne pouvons pas dire que c'est le

cas en ce qui concerne la Serbie, mais ce que je peux dire aujourd'hui, c'est que nous, au Kosovo, nous sommes résolus à faire en sorte qu'il en soit de même s'agissant de la Serbie.

Le dialogue entre la République du Kosovo et la Serbie a pour but de nous permettre de réaliser cet objectif. Non seulement le Kosovo s'est toujours assis à la table des négociations, et continuera de le faire, mais il continuera également de participer activement au dialogue, dont l'objectif final est la reconnaissance mutuelle. Le but de ce dialogue n'est toutefois pas de sauver la carrière personnelle d'un des politiciens serbes qui participent au processus. Son but n'est pas d'inventer des aventures dangereuses qui appartiennent au XIX<sup>e</sup> siècle. Malgré ce que nos homologues peuvent espérer, son but n'a rien à voir, et n'aura jamais rien à voir, avec le statut du Kosovo, car cette question a été réglée une fois pour toutes en 2008 avec l'appui de la plupart des membres du Conseil. Le dialogue doit se dérouler entre deux parties égales, et les parties doivent être traitées comme telles.

Par-dessus tout, ce dialogue concerne les bénéficiaires ultimes, à savoir les citoyens et les peuples des deux pays, l'amélioration de leurs conditions de vie et l'édification d'un avenir plus prospère et plus sûr dans leur intérêt. Bien qu'il ait été victime de crimes de guerre, de crimes contre l'humanité et d'un génocide, le Kosovo continue d'être un défenseur ardent de la paix et de l'ouverture d'un dialogue avec la Serbie, en toute bonne foi. Cela a été particulièrement clair ces derniers mois, alors que le Kosovo continue de proposer des idées au moment où la Serbie rejette toutes les propositions sans discuter de leur contenu. Il faut encourager la Serbie à discuter avec un esprit ouvert et en proposant des idées qui feront avancer la région. Plus important encore, la Serbie doit comprendre que la réalité d'un Kosovo indépendant ne changera jamais.

Notre patience ne faiblira pas. Nous continuerons d'être une force positive et une partie constructive dans le cadre de ce dialogue, en présentant les intérêts de notre pays de la meilleure façon possible, en réclamant justice pour les personnes portées disparues pendant la guerre et en cherchant des moyens d'instaurer une paix pérenne.

Si nous voulons que ces efforts soient couronnés de succès, il faut que notre homologue commence à mettre en œuvre les accords conclus. Le Kosovo a mis en œuvre la grande majorité de ces accords – plus de 90 %, selon Bruxelles. En ce qui concerne la création

d'une association mono-ethnique, telle que prévue dans l'accord signé à Bruxelles, ce dossier a été soumis à notre Cour constitutionnelle pour approbation. Cependant, c'est ce même tribunal qui a décrété que l'Accord constituait une violation flagrante de notre Constitution, car tout tribunal qui interprète notre Constitution, une constitution fondée sur l'idée de promouvoir et d'accepter pleinement la multiethnicité, ne peut soutenir un accord qui finirait par faire exactement le contraire.

De manière tout à fait opposée, selon l'Union européenne elle-même, garante et médiatrice de ce dialogue, la Serbie n'a pas mis en œuvre deux tiers – je répète, deux tiers – des accords signés. Je demande donc à M. Selaković de ne pas nous donner de leçons sur la non-mise en œuvre. Ce ne serait pas la première fois que la Serbie fait fi de ses obligations juridiques, mais comment pouvons-nous espérer que ce processus soit crédible si la Serbie signe des accords mais ne les met jamais en œuvre ?

Malgré la conclusion d'un accord en 2013, auquel M. Selaković a fait référence à plusieurs reprises, le Gouvernement de Belgrade n'a toujours pas dissous les structures criminelles illégales qui existent dans le nord du Kosovo. Celles-ci continuent de semer la terreur et d'intimider les Serbes du Kosovo qui vivent dans le nord du pays, ne leur permettant pas de s'intégrer dans la société dont ils font partie. Elles mènent également des activités visant à défier nos institutions qui œuvrent à l'établissement de l'état de droit dans cette partie de notre pays. Je voudrais être claire sur ce point : la lutte contre la criminalité organisée, que ce soit dans le nord ou dans le sud du pays, n'est pas négociable et doit être implacable. Négocier et transiger avec la criminalité, c'est en faire partie.

L'action menée ce mercredi par les institutions policières multiethniques du Kosovo pour asseoir l'état de droit ne peut en aucun cas être qualifiée d'action menée dans le nord, car il s'agissait d'une action menée dans toutes les régions du Kosovo, contre des personnes de diverses origines ethniques, qui avaient une chose en commun : elles étaient directement impliquées dans la contrebande et la criminalité organisée. Qu'il me soit permis d'informer le Conseil de la réalité de cet effort entrepris dans le cadre de l'état de droit.

Le procureur et le juge qui ont mené l'enquête sur la criminalité organisée étaient tous deux Serbes, tout comme la plupart des policiers du nord du pays. Bien que huit citoyens kosovars aient été arrêtés, six d'entre eux étaient des Albanais du Kosovo, un était bosnien

et un seul était serbe. Tant la Force internationale de sécurité au Kosovo (KFOR) de l'OTAN que les ambassades des États-Unis et d'autres pays du Quintette ont clairement indiqué qu'il s'agissait d'une action fondée sur l'état de droit menée contre la criminalité organisée dans l'ensemble du Kosovo. Puisque nous citons des déclarations, je voudrais préciser la véritable position publique de la KFOR.

Selon la KFOR,

« l'opération a eu lieu dans plusieurs municipalités, notamment celles du nord. En ce qui concerne les approbations, la police du Kosovo est pleinement habilitée à mener des actions pour asseoir l'état de droit et en assume l'entière responsabilité. Lorsqu'elle les exécute, elle n'a pas besoin d'autorisation supplémentaire ».

Qu'il me soit également permis de citer les États-Unis. Les États-Unis sont préoccupés par

« la réaction contre l'action menée par la police, qui visait à asseoir l'état de droit dans l'ensemble du Kosovo. La violence contre la police, [les] médias et les citoyens est inacceptable et il faut y répondre ».

Selon le Royaume-Uni,

« agir contre la criminalité organisée est dans l'intérêt de tous les citoyens du Kosovo. Nous appuyons le Gouvernement du Kosovo dans sa volonté de faire respecter l'état de droit dans l'ensemble du pays. Les efforts visant à entraver cette action par la violence, ainsi que les déclarations incendiaires, ne font qu'aider celles et ceux qui cherchent à créer des divisions entre les communautés du Kosovo ».

L'Allemagne a déclaré, à l'évidence après les déclarations des Serbes :

« il faut arrêter de [faire un parallèle entre] l'action policière menée aujourd'hui et la nuit de Cristal ; c'est inacceptable. De telles comparaisons contribuent à la diffusion des discours qui déforment et qui nient l'Holocauste. Il faut protéger les faits ».

C'est exactement ce que je fais ici : protéger les faits. J'invite également le Représentant spécial du Secrétaire général à inclure ces citations dans son prochain rapport.

Il y a une différence cruciale entre ce qui s'est passé hier et ce qui se passe aujourd'hui en ce qui concerne nos efforts visant à asseoir l'état de droit. Ce

type de criminalité a toujours été multiethnique. La criminalité, en particulier la criminalité organisée, n'a pas d'appartenance ethnique. Cependant, ce qui est différent aujourd'hui, c'est que la lutte contre ce type de criminalité est multiethnique. Les policiers albanais du Kosovo et serbes du Kosovo luttent côte à côte contre la criminalité organisée. Les juges serbes, les juges albanais, les procureurs serbes et les procureurs albanais luttent les uns aux côtés des autres contre la criminalité organisée. Voilà la différence – la lutte contre la criminalité organisée est multiethnique, et c'est pourquoi elle sera fructueuse.

Mais ce n'est pas tout. Nous sommes régulièrement témoins des menaces que profèrent les structures illégales de la Serbie dans le nord et de la violence à laquelle elles recourent au quotidien contre les Serbes du Kosovo. Le plus inquiétant, ce sont peut-être les faits dont nous avons été témoins au cours des dernières élections, faits qui ont également été détaillés dans les rapports de l'Union européenne, ainsi que dans ceux du Département d'État des États-Unis. En ce qui concerne l'accord sur les plaques d'immatriculation, malheureusement, ces 10 dernières années, la Serbie n'a jamais respecté sa part du marché. Au contraire, elle a forcé les citoyens de la République du Kosovo à retirer leurs plaques d'immatriculation de manière désobligeante et déshumanisante chaque fois qu'ils franchissaient la frontière.

Lorsque cet accord a expiré, le Kosovo a introduit le principe de réciprocité, comme le prévoit l'accord lui-même. En contrepartie, la Serbie a utilisé ses structures illégales pour inciter à la violence et commettre des actes de terrorisme, alors que ses citoyens réduisaient en cendres des biens publics et commettaient des attaques à l'explosif. Pendant ce temps, elles se sont approchées de véhicules militaires et d'avions de combat russes à un kilomètre à peine de notre frontière. Dans un acte sans précédent, inutile et hostile, l'Ambassadeur de la Fédération de Russie à Belgrade, accompagné de son attaché militaire, s'est néanmoins présenté pour dire quelques mots d'encouragement aux soldats serbes. Au XXI<sup>e</sup> siècle, quelle nation prétendument éprise de paix menace la stabilité de manière aussi flagrante ?

Notre histoire ne commence pas à la table de négociation à Bruxelles. Nous sommes tous assez âgés pour nous souvenir de la destruction et de la dévastation pures et simples qu'ont connues les Balkans occidentaux dans les années 90. Ce n'est pas une coïncidence si des efforts de déstabilisation sont déployés par la Serbie

au Kosovo, en Bosnie-Herzégovine et au Monténégro simultanément. Ce projet a un auteur, et son nom est le Gouvernement serbe. Cela doit appeler l'attention du monde entier, en particulier celle des alliés qui ont travaillé avec nous pour instaurer la paix dans notre région.

Vučić est on ne peut plus clair lorsqu'il exprime ses idéaux ambitieux et dangereux. Il ne cherche pas à cacher son admiration pour son ancien patron, Slobodan Milošević, surnommé le Boucher des Balkans. Selon lui,

« Milošević était un grand dirigeant serbe qui avait certainement les meilleures intentions, mais dont le bilan a été médiocre ».

Parlons du bilan de ce régime. Environ 140 000 innocents ont perdu la vie pendant les guerres génocidaires menées par Milošević dans l'ex-Yougoslavie. Au Kosovo, plus de 13 000 personnes ont été sauvagement assassinées, 20 000 femmes ont été violées et plus de 1 600 personnes ont été victimes de disparition forcée et sont toujours portées disparues à ce jour. Elles se trouvent dans des charniers en Serbie. Nous avons le plus grand nombre d'enfants perdus par habitant, si l'on compare les statistiques à celles de toute autre guerre dans l'ex-Yougoslavie. Plus d'un million d'Albanais ont été chassés de leurs maisons au Kosovo, victimes d'une campagne de nettoyage ethnique.

Ce qui s'est passé au Kosovo et dans notre région s'est déroulé sous les yeux du Conseil et du monde entier. La Serbie ne parviendra jamais à nier ces crimes ou à réviser l'histoire tant que nous aurons voix au chapitre. Toutefois, les mots « n'oubliez jamais » ne doivent pas être un simple slogan. Nous ne devons jamais oublier le véritable visage ni les véritables objectifs du régime serbe. Malheureusement, ce sont les ministres de Milošević qui dirigent le pays aujourd'hui. Leur stratégie a peut-être changé, mais leurs objectifs restent les mêmes, appuyés par une pure propagande similaire à celle entendue aujourd'hui.

Lorsque Vučić parle de « la capacité de tirer sur des cibles à une distance de neuf kilomètres dans le territoire ennemi », il ne parle pas seulement du Kosovo. Dans ce périmètre se trouvent huit pays de la région, dont six membres de l'OTAN. Quand il parle de créer un monde serbe, il fait référence à la Grande Serbie – des paroles que les membres ont tous entendues dans les années 90.

Il ne suffit pas de professer sa foi dans les idéaux européens tout en semant la division ethnique et la haine à grande échelle dans les Balkans. On ne peut pas

à la fois prétendre croire aux droits humains et violer systématiquement les droits des minorités en recourant à la passivation dans la vallée de Presevo et dans d'autres régions où la population albanaise est majoritaire. La passivation est un nettoyage ethnique effectué par des moyens administratifs. On ne peut pas à la fois prétendre croire en l'état de droit et ne prendre aucune mesure pour lutter contre la criminalité et la corruption. On ne peut pas à la fois prôner la liberté d'expression et exercer un contrôle strict sur les médias.

Le cœur de l'Europe est atteint d'un cancer, alimenté par le désir des fascistes de créer un monde serbe, avec l'aide de leur allié, la Russie. Si nous ne prenons pas de toute urgence conscience de cet état de fait, je crains que nous n'assistions au retour de l'agression serbe. L'indépendance du Kosovo est définitive et irréversible. Plus vite chacun acceptera cette réalité, mieux ce sera pour la paix et la stabilité, dans notre région, mais aussi en Europe et dans le monde entier. On ne peut nier à la République du Kosovo son droit d'exister, ni le lui retirer et, surtout, on ne peut en faire abstraction. La majorité du monde a reconnu notre jeune république, et l'heure est venue pour les autres pays de faire de même.

Pour reprendre les termes employés par le juge Trindade, le juge brésilien qui siège à la Cour internationale de Justice (CIJ), lorsqu'il s'est prononcé sur notre déclaration d'indépendance et a commenté les crimes commis par la Serbie au Kosovo :

« Les États existent pour les êtres humains, et non l'inverse. La Serbie ne peut invoquer l'intégrité territoriale pour commettre de graves violations du droit international humanitaire et tenter ensuite de s'abriter derrière cette notion pour échapper à la loi et bénéficier de l'impunité après avoir choqué la conscience de l'humanité ».

Et il a ajouté :

« Une organisation universelle comme l'Organisation des Nations Unies, créée au nom des peuples du monde entier, est pleinement habilitée à aider la population du Kosovo à prendre en main son propre destin ; elle agira en cela conformément à la Charte ».

Cela fait plus de 10 ans que le juge Trindade à la CIJ a statué sur la déclaration d'indépendance du Kosovo et sa conformité au droit international. Depuis lors, le peuple du Kosovo est devenu véritablement maître de son destin. J'invite par conséquent mes chers amis à venir nous parler, à écouter notre version des faits, à

considérer la vérité et rien que la vérité, à se rendre dans la République indépendante du Kosovo et à voir de leurs propres yeux les progrès que nous avons accomplis et la cordialité du peuple du Kosovo.

La République du Kosovo s'engage à se joindre à toutes les personnes ici présentes pour relever les défis qui nous attendent et célébrer ensemble les succès que nous remporterons au sein du système des Nations Unies.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je remercie M<sup>me</sup> Osmani-Sadriu de son exposé.

Je donne maintenant la parole aux membres du Conseil de sécurité qui souhaitent faire une déclaration.

**M. Aougi** (Niger) : Je remercie S. E. M. Nikola Selaković pour son intervention, ainsi que M. Zahir Tanin et M<sup>me</sup> Vjosa Osmani-Sadriu pour leurs exposés.

Ma délégation se réjouit de la dynamique politique positive impulsée par les élections législatives du 14 février, ainsi que de la déclaration de politique générale du nouveau Gouvernement kosovar, qui met au centre de ses priorités la gestion de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) et la prise en charge des défis socioéconomiques. La normalisation des relations entre Belgrade et Pristina requiert l'engagement constructif des parties dans le processus de dialogue. Pour aboutir à des résultats concluants, il est opportun que les parties fassent montre de volonté politique et soient résolues à faire des concessions mutuelles.

Ma délégation exprime sa profonde préoccupation quant au regain des tensions et aux incidents touchant les sites religieux et culturels. L'hostilité au retour volontaire des personnes déplacées constitue un aspect qu'il convient d'appréhender avec une attention particulière. À cet effet, nous encourageons la mise en œuvre de mesures concrètes en faveur de la protection des sites religieux et appelons au respect et à la protection des droits des personnes déplacées et rapatriées, ainsi qu'à leur réintégration sociale dans des conditions optimales de dignité et de sécurité.

La prise en compte de la dimension femmes, paix et sécurité est un facteur clef de la réussite d'un processus de paix. C'est pourquoi nous exhortons les autorités du Kosovo à garantir la pleine et effective participation des femmes aux processus politiques et à tous les aspects de la vie sociopolitique.

Pour conclure, ma délégation encourage l'adoption de mesures tendant à renforcer l'état de droit, les droits de l'homme et l'inclusion sociale en ce qui

concerne la mise en œuvre du programme de réforme du Gouvernement. Nous exhortons Belgrade et Pristina à intensifier leurs efforts pour prévenir toute stagnation du dialogue. Nous saluons l'engagement des acteurs régionaux et internationaux à accompagner les deux parties vers un règlement pacifique et durable.

**M<sup>me</sup> Gasri** (France) : Je remercie à mon tour le Représentant spécial du Secrétaire général pour sa présentation. Je salue également la participation de la Présidente du Kosovo et du Ministre des affaires étrangères de la Serbie.

Le règlement du différend entre Belgrade et Pristina est un enjeu de sécurité européenne. Les tensions récentes dans le nord du Kosovo le rappellent. Nous saluons à cet égard l'arrangement provisoire conclu à Bruxelles le 30 septembre sous les auspices du Représentant spécial de l'Union européenne, Miroslav Lajčák, et nous appelons les deux parties à trouver une solution durable à cette question.

Cette crise démontre une nouvelle fois qu'il n'y a pas d'autre voie, ni pour la Serbie, ni pour le Kosovo, que de parvenir à un accord global, définitif et juridiquement contraignant pour régler de manière durable le différend entre les deux pays. Nous appelons ainsi Belgrade et Pristina à poursuivre, de façon constructive et dans un esprit de compromis, le dialogue facilité par l'Union européenne. Il est important d'éviter toute action unilatérale susceptible de fragiliser ce dialogue.

Les accords conclus dans le cadre du dialogue depuis 2011 ont apporté des bénéfices concrets aux populations et restent pleinement valables et contraignants. Nous exhortons les deux parties à respecter et à mettre en œuvre l'ensemble de leurs obligations dans le cadre du dialogue sans plus tarder. Le Président de la République française, Emmanuel Macron, reste pleinement engagé en ce sens, en soutien aux efforts de facilitation du Représentant spécial de l'Union européenne.

Nous exprimons aussi notre soutien aux efforts de réforme entrepris par le Gouvernement du Kosovo, en particulier s'agissant de la lutte contre la corruption, de l'état de droit et du développement socioéconomique. Nous saluons l'adoption de la stratégie pour l'état de droit 2021-2026. Ces efforts sont indispensables au rapprochement européen, tout comme la mobilisation en faveur de la participation égale des femmes à la vie politique et sociale et pour le respect des droits de l'homme.

Nous appelons à continuer de lutter contre l'impunité et à coopérer avec les Chambres spécialisées pour le Kosovo et le Bureau du Procureur spécialisé.

Nous remercions Zahir Tanin pour son action à la tête de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK) depuis six ans. En coordination avec d'autres acteurs régionaux et internationaux, en particulier la mission « État de droit » menée par l'Union européenne au Kosovo, la MINUK contribue à promouvoir la sécurité, la stabilité, le renforcement de l'état de droit et le respect des droits de l'homme au Kosovo et dans la région.

La France a la conviction profonde que la Serbie et le Kosovo ont un avenir européen commun. L'Union européenne est le premier partenaire commercial, le premier investisseur et le premier donateur dans les deux pays. Elle a démontré sa mobilisation notamment dans la lutte contre la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19). La normalisation des relations entre Belgrade et Pristina est nécessaire à la stabilisation durable des Balkans occidentaux et au rapprochement européen des deux pays. La France restera engagée sur ce sujet, en appui aux deux parties et à la médiation de l'Union européenne.

**M. Raguttahalli** (Inde) (*parle en anglais*) : Je voudrais me joindre à mes collègues pour remercier le Représentant spécial du Secrétaire général, M. Zahir Tanin, de son exposé sur les activités de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK). Je salue la participation de S. E. M. Nikola Selaković, Ministre des affaires étrangères de la Serbie, à la présente séance.

Je tiens tout d'abord à rappeler la position fondée sur les principes de l'Inde, qui appuie l'intégrité territoriale et la souveraineté de la Serbie. Nous estimons que toutes les questions en suspens doivent être résolues par la voie de négociations pacifiques. À cet égard, nous prenons note des réunions qui ont été organisées ces derniers mois entre la Serbie et les autorités de Pristina sous les auspices de l'Union européenne. Toutefois, ces réunions n'ont abouti à aucun résultat.

Il est essentiel que ces réunions se tiennent sans aucune condition préalable. Les deux parties doivent reprendre le dialogue de bonne foi. Elles doivent mettre en œuvre les accords déjà signés, notamment sur la création d'une association des municipalités à majorité serbe du Kosovo, et trouver un terrain d'entente pour régler les problèmes en suspens d'ordre politique, ethnique et autre.

Nous sommes préoccupés par l'évolution récente de la situation. Il importe de désamorcer les tensions par la collaboration et le dialogue. La question des personnes portées disparues est une question humanitaire importante, et nous espérons qu'avec l'appui de la MINUK, les autorités seront en mesure de déterminer ce qu'il est advenu des personnes toujours portées disparues. Le retour volontaire et en toute sécurité des déplacés et des réfugiés en provenance de pays de la région est également une mesure importante de renforcement de la confiance. La MINUK doit continuer à coopérer avec les autres acteurs internationaux présents sur le terrain pour encourager les autorités de Pristina à répondre aux préoccupations de toutes les communautés.

Nous avons pris note des activités effectuées par la mission « État de droit » menée par l'Union européenne au Kosovo (EULEX) au cours de la période considérée, qui s'inscrit dans le cadre d'un effort de coopération internationale. Nous avons également pris note du fait que les soldats de la Force internationale de sécurité au Kosovo provenant de 20 pays membres de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) et de 8 pays non-membres de l'OTAN qui fournissent des contingents à cette mission ont continué à s'acquitter efficacement de leur mandat en vertu de la résolution 1244 (1999). Leur étroite coopération tactique avec les responsables de la police de Pristina et avec EULEX a contribué à la sûreté et à la sécurité générales.

En conclusion, je remercie la MINUK d'avoir continué à mettre en œuvre son mandat de promotion de la sécurité, de la stabilité et du respect des droits de l'homme dans la région. Nous appelons toutes les parties à coopérer pleinement avec la MINUK et à faciliter ses travaux.

**M<sup>me</sup> Farrey** (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Je voudrais remercier le Représentant spécial de son exposé et des services qu'il a rendus à la communauté internationale et au peuple du Kosovo au cours des six dernières années. Nous nous félicitons également de la participation à la présente séance de S. E. la Présidente du Kosovo et de S. E. le Ministre des affaires étrangères de la Serbie, qui témoigne de l'importance que tous deux attachent à un avenir stable, sûr et prospère pour la région et tous ses habitants.

Malgré les problèmes qui se sont posés récemment en ce qui concerne les relations intercommunautaires au Kosovo, nous prenons note de l'évolution globalement positive de la situation au Kosovo décrite dans l'exposé de M. Tanin et dans le dernier rapport

du Secrétaire général (S/2021/861). Lors de la dernière séance du Conseil de sécurité sur cette question, nous avons félicité les autorités du Kosovo pour leur gestion des élections législatives et pour la formation d'un nouveau Gouvernement (voir S/2021/370). La séance d'aujourd'hui intervient juste avant les élections locales, qui commenceront le 17 octobre à l'issue de préparatifs qui ont été menés efficacement.

Comme nous l'avons fait en avril, nous voudrions exprimer nos préoccupations face aux informations faisant état de cas d'intimidation des électeurs serbes du Kosovo. Toute personne au Kosovo a le droit de participer à des élections libres et régulières sans crainte d'intimidation. De même, nous voudrions exprimer nos préoccupations face aux intimidations dont font l'objet les organisations non gouvernementales serbes du Kosovo qui travaillent avec les institutions du Kosovo et les personnes qui cherchent à rejoindre les institutions multiethniques du Kosovo.

Nous nous félicitons des mesures prises par les autorités du Kosovo sur un certain nombre de questions au cours de la période considérée. Conformément à ses priorités, le Gouvernement kosovar a fait des progrès sur la voie du renforcement de l'état de droit, notamment en approuvant un plan de lutte contre la corruption et le financement illicite à l'échelle régionale et en signant la stratégie sur l'examen fonctionnel du domaine de l'état de droit. Le Gouvernement a également bien progressé dans la réalisation de son objectif de vaccination de 60 % de la population contre la maladie à coronavirus (COVID-19). Enfin, nous voudrions souligner et saluer la contribution importante du Kosovo aux efforts d'évacuation de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) en Afghanistan. Bien sûr, il reste beaucoup à faire, et nous invitons les autorités du Kosovo, en collaboration avec toutes les communautés du Kosovo, à redoubler d'efforts dans ce sens.

Nous saluons l'appui apporté par l'Organisation des Nations Unies au cours des six derniers mois, en particulier l'action de la Mission en faveur du retour des personnes déplacées et de la lutte contre la violence fondée sur le genre. Nous voudrions également attirer l'attention sur les informations concernant la toute première condamnation pour violences sexuelles liées au conflit, en juillet, ce qui constitue un grand pas en avant à la fois pour les rescapé(e)s et pour les poursuites pour crimes de guerre au niveau national.

La Mission, en collaboration avec l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) et la Force internationale de sécurité au Kosovo, joue un rôle important dans la constitution des dossiers relatifs aux incidents interethniques et aux attaques contre le patrimoine culturel au Kosovo. Le Royaume-Uni condamne toutes les violences ethniques. De même, nous condamnons toutes les attaques contre des sites religieux, y compris les églises et les mosquées. Nous nous félicitons de la réduction du nombre de ces incidents signalés par l'OSCE, et nous espérons qu'ils cesseront bientôt.

Nous réitérons notre ferme appui au dialogue entre la Serbie et le Kosovo, facilité par l'Union européenne et dirigé par le Représentant spécial de l'Union européenne, Miroslav Lajčák, en vue de la conclusion d'un accord global et durable de normalisation qui profitera aux populations des deux pays. Nous encourageons les deux parties à honorer les engagements qu'elles ont pris dans le cadre de ce dialogue, à participer au dialogue de bonne foi et dans l'intérêt de toutes les communautés et à éviter toute action ou déclaration susceptible d'aggraver les tensions et d'entraîner des conséquences involontaires, y compris la violence. Nous nous félicitons de l'accord qui a été négocié récemment à Bruxelles par le Représentant spécial de l'Union européenne, M. Lajčák. Par ailleurs, nous attendons avec intérêt le début des pourparlers à Bruxelles la semaine prochaine et nous exhortons les deux parties à s'engager à trouver une solution qui garantisse la liberté de circulation.

Au fil des ans, la MINUK a accompli un travail essentiel en aidant le Kosovo à devenir une démocratie stable et inclusive. Le Kosovo a fait d'énormes progrès depuis 1999, date de l'adoption de la résolution 1244 (1999), et les conditions sur le terrain sont désormais très différentes. Il serait judicieux de procéder à un examen du rôle et des responsabilités de la MINUK, ce qui aidera la Mission à mener ses activités plus efficacement et à mieux relever les défis contemporains.

**M<sup>me</sup> DeShong** (Saint-Vincent-et-les Grenadines) (*parle en anglais*) : Saint-Vincent-et-les Grenadines remercie le Représentant spécial Tanin de son exposé. Nous le félicitons, ainsi que toute l'équipe de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK), pour l'appui apporté à la population du Kosovo en vue de stabiliser la situation dans la région, d'atténuer les défis liés à la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) et de répondre aux besoins socioéconomiques des communautés les plus vulnérables dans le pays.

Nous remercions également la MINUK et l'équipe des Nations Unies pour leur collaboration constructive avec les femmes et les jeunes du Kosovo, notamment grâce à des initiatives visant à renforcer la confiance et à lutter contre la violence fondée sur le genre. Nous prenons acte des réunions qui se sont tenues à Bruxelles entre le Haut Représentant de l'Union européenne, M. Josep Borrell, le Représentant spécial de l'Union européenne pour le dialogue entre Belgrade et Pristina, M. Miroslav Lajčák, le Premier Ministre du Kosovo et le Président serbe.

Ma délégation se félicite de la reprise du dialogue entre Belgrade et Pristina, facilité par l'Union européenne, après une longue suspension. La normalisation des relations entre les parties est cruciale pour la stabilité de la région, et nous encourageons les parties à poursuivre leur dialogue de manière constructive et de bonne foi, et à faire fond sur les progrès réalisés jusqu'à présent en vue de parvenir à une solution pacifique.

Nous regrettons les tensions récentes découlant de problèmes relatifs aux plaques d'immatriculation, et nous condamnons les actes de vandalisme contre des sites religieux et culturels, qui ont été mentionnés dans le rapport du Secrétaire général (S/2021/861). Nous appelons à des mesures unifiées pour résoudre ces problèmes. En outre, Saint-Vincent-et-les Grenadines encourage le Gouvernement serbe et les autorités du Kosovo à préserver les principes de l'état de droit et de bonne gouvernance, à défendre les libertés fondamentales et à promouvoir la protection et le respect des droits humains.

Dans le même temps, nous voudrions saisir cette occasion pour réitérer l'importance de la participation pleine, égale et effective des femmes aux processus politiques et de paix et à la riposte à la COVID-19. Nous encourageons une plus grande participation des femmes et des jeunes à ces processus.

Pour terminer, nous réaffirmons notre appui au travail critique que la MINUK continue d'accomplir pour s'acquitter pleinement de son mandat qui consiste à promouvoir la sécurité, la stabilité et le respect des droits de l'homme au Kosovo.

**M<sup>me</sup> Byrne Nason** (Irlande) (*parle en anglais*) : Je tiens tout d'abord à remercier le Représentant spécial du Secrétaire général Tanin pour son exposé, et toute son équipe pour son travail précieux. Je veux par ailleurs souligner le soutien ferme de l'Irlande à la

Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK). Je veux aussi remercier la Présidente Osmani-Sadriu et le Ministre Selaković d'être ici aujourd'hui.

Nous le savons d'expérience, la consolidation de la paix prend du temps et passe par des canaux de communication ouverts en permanence. L'Irlande souscrit à l'appel lancé par le Secrétaire général aux deux camps pour qu'ils prennent part de manière constructive au dialogue renouvelé entre Belgrade et Pristina. Ce dialogue facilité par l'Union européenne et mandaté par l'ONU est le canal par lequel les problèmes et les tensions entre le Kosovo et la Serbie peuvent et devraient être réglés. Nous continuons de constater l'intérêt du dialogue, comme à la fin du mois de septembre quand un accord a été trouvé afin de remédier aux tensions dans le nord du Kosovo. Nous exhortons les deux camps à s'engager dans un effort concerté et sincère pour faire progresser le dialogue facilité par l'Union européenne. Nous demandons instamment aux dirigeants de la Serbie et du Kosovo de s'abstenir de tout discours et agissement propres à semer la division.

Tous les accords conclus dans le cadre du dialogue depuis son lancement il y a 10 ans doivent être mis en œuvre sans délai. Il y a eu des avancées concrètes qui ont amélioré la vie quotidienne de la population du Kosovo, et il ne faut pas les gâcher ; il ne saurait y avoir de retour au point de départ. Les deux camps ont la responsabilité de respecter et d'appliquer les obligations qu'ils ont acceptées en vertu du dialogue. Un accord de normalisation global, définitif et juridiquement contraignant est essentiel pour les ambitions européennes de la Serbie comme du Kosovo et pour la stabilité plus générale dans la région des Balkans occidentaux.

Comme beaucoup d'autres, le Kosovo reste touché par la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19). Nous apprécions vivement le rôle de la MINUK à l'appui des mesures prises par le Kosovo pour faire face à la COVID-19, en particulier l'assistance que la Mission apporte aux plus vulnérables au Kosovo.

Nous savons gré à la MINUK de son travail sur la promotion de l'égalité des sexes, notamment les progrès enregistrés au niveau du programme pour les femmes et la paix et la sécurité et du programme relatif aux jeunes et à la paix et à la sécurité. L'action de la MINUK concernant la violence fondée sur le genre au sein de toutes les communautés est particulièrement importante. Au

Kosovo, cette violence n'a cessé de croître d'une année sur l'autre depuis 2016. Bien que des mesures aient été prises pour prévenir et combattre la violence contre les femmes et les filles, il faut faire davantage.

L'Irlande se félicite du nombre sans précédent de femmes élues au Parlement plus tôt cette année et du niveau de représentation des femmes au Gouvernement dans son entier. Toutefois, les avancées obtenues par les femmes à l'échelle nationale n'ont pas encore eu de réelles retombées au niveau local. Les femmes représentent moins de 8% des candidats à des fonctions de maire pour les prochaines élections municipales. Elles n'ont pas encore accès aux moyens dont elles ont besoin pour briguer les suffrages au niveau local. Les obstacles qui entravent leur participation à la vie politique et au travail crucial de consolidation de la paix doivent être démantelés sans attendre.

Plus tôt cette année, le peuple du Kosovo a voté pour le changement et pour un programme de réformes tendant à renforcer l'état de droit et à lutter contre la corruption, ce à quoi le nouveau Gouvernement a commencé à s'atteler. Nous espérons que les prochains mois verront une revitalisation et des résultats en ce qui concerne le programme de réformes pour l'adhésion à l'Union européenne, en particulier les réformes qui se rapportent à l'état de droit.

Dans ce contexte, je souhaite aussi souligner l'appui de l'Irlande aux Chambres spécialisées du Kosovo. L'Irlande est d'avis qu'il est essentiel de combattre l'impunité si l'on veut empêcher de futures violations. Les autorités du Kosovo doivent impérativement honorer leurs engagements à l'égard des Chambres spécialisées.

La MINUK continue de jouer un rôle important par l'intermédiaire de ses projets d'amélioration de la confiance, en rassemblant les membres de différentes communautés, en particulier les jeunes. Elle aide les communautés les plus vulnérables et marginalisées du Kosovo. Le travail de la MINUK sur les personnes disparues est particulièrement notable. Des progrès sur cette question sont de nature à apporter un réconfort très nécessaire aux familles des disparus et constituent un pas indispensable dans le processus de réconciliation au Kosovo. C'est aussi important pour renforcer la confiance entre le Kosovo et la Serbie. Nous accordons une grande valeur à cet aspect de l'action de la MINUK et à d'autres encore. Nous souhaitons au Représentant spécial du Secrétaire général Tanin et à son équipe toute la réussite possible dans la prochaine phase de leur mission.

**M. Jürgenson** (Estonie) (*parle en anglais*) : Je tiens moi aussi à remercier le Représentant spécial du Secrétaire général, M. Tanin, de son exposé complet, et de diriger la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK), ainsi que la Présidente Osmani-Sadriu et le Ministre des affaires étrangères Selaković de leurs déclarations.

Alors que la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) pèse encore lourdement sur le Kosovo, nous nous félicitons de l'aide apportée par la MINUK aux autorités locales et aux communautés du Kosovo pour atténuer les difficultés causées par la pandémie, y compris la fourniture d'une assistance humanitaire liée à la COVID-19 et de matériel médical afin de répondre aux besoins des personnes en situation de vulnérabilité. Nous saluons également la MINUK pour son appui continu au renforcement de l'état de droit et des institutions démocratiques du Kosovo.

Nous nous félicitons que le Kosovo reste stratégiquement engagé sur la voie de son intégration européenne et l'encourageons à progresser encore. Cela suppose notamment qu'il poursuive ses réformes, en particulier dans le domaine de l'état de droit et en matière de lutte contre la corruption et la criminalité organisée, et qu'il œuvre plus avant en faveur du développement socioéconomique. Nous soutenons le travail des Chambres spécialisées du Kosovo et du Bureau du Procureur spécialisé. Une pleine coopération avec ces institutions demeure essentielle dans la mesure où elle constitue une démonstration importante de l'attachement du Kosovo à l'état de droit. À cet égard, nous tenons à insister sur le fait que la mission « État de droit » menée par l'Union européenne au Kosovo devrait continuer à jouer son rôle de suivi et de conseil auprès des institutions compétentes en matière d'état de droit au Kosovo.

Nous saluons l'accord conclu par les parties le 30 septembre, sous la facilitation du Représentant spécial de l'Union européenne Miroslav Lajčák et à la suite de l'engagement actif du Haut-Représentant de l'Union européenne Josep Borrell et de l'envoyé spécial des États-Unis Gabriel Escobar, pour désamorcer les tensions dans le nord du Kosovo. Toutes nouvelles provocations ou tensions susceptibles de menacer la stabilité seraient inacceptables et doivent être évitées. Le dialogue facilité par l'Union européenne est le seul moyen pour le Kosovo et la Serbie d'aborder et de régler toutes

les questions en suspens. Afin de bien progresser dans la normalisation des relations, il est capital que les deux pays respectent et appliquent intégralement tous les précédents accords conclus dans le cadre du dialogue.

S'agissant des élections municipales du 17 octobre au Kosovo, nous osons croire que le processus sera inclusif, crédible et transparent et qu'il contribuera ainsi à faire avancer à l'avenir d'autres efforts nécessaires en matière de réforme électorale.

Pour terminer, je voudrais reprendre à mon compte les mots du Secrétaire général à l'occasion de la Journée internationale de la paix :

« [I]a méfiance et la division éloignent les gens les uns des autres à un moment où la solidarité et la collaboration sont plus nécessaires que jamais... Nous devons choisir la paix... C'est... l'unique chemin qui nous conduira à un avenir meilleur ».

Nous demandons donc instamment à la Serbie et au Kosovo de s'abstenir de toute action unilatérale ou de tout discours clivant qui pourrait accroître les tensions, et de s'engager de bonne foi, dans un esprit de compromis, à travailler en faveur d'un accord global sur la normalisation des relations. Un tel accord contribuerait à la stabilité de la région entière et permettrait à tous d'œuvrer ensemble à la réalisation de leurs objectifs régionaux communs.

**M. DeLaurentis** (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Je remercie le Représentant spécial Tanin de son exposé. Nous apprécions son leadership et son soutien dévoué à la République du Kosovo, notamment pour relever les défis constants causés par la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19). Je tiens également à remercier la Présidente Osmani-Sadriu et le Ministre des affaires étrangères Selaković d'avoir participé à la séance d'aujourd'hui.

Je tiens tout d'abord à me féliciter de l'accord sur les plaques d'immatriculation conclu le 30 septembre entre le Kosovo et la Serbie et négocié par le Représentant spécial de l'Union européenne, M. Lajčák. Cet accord constitue un pas en avant pour le Kosovo, la Serbie et la stabilité dans les Balkans occidentaux. Il prouve que, lorsque des dirigeants communiquent ouvertement et sérieusement, ils peuvent trouver un terrain d'entente, dans l'intérêt de tous leurs citoyens. Nous encourageons le Kosovo et la Serbie à continuer de faire fond sur ces progrès en mettant en œuvre cet accord, en respectant les accords antérieurs, en s'abstenant de toute provocation et en s'engageant à nouveau à trouver des solutions

à d'autres problèmes dans le cadre du dialogue facilité par l'Union européenne. Le dialogue reste la meilleure plateforme pour régler les questions en suspens et normaliser les relations en vue de parvenir à un accord sur la reconnaissance mutuelle.

Nous notons que la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK) n'a pas joué un rôle essentiel dans l'apaisement des tensions observées récemment entre le Kosovo et la Serbie sur la question des plaques d'immatriculation. La désescalade des tensions sur cette question, obtenue avec le soutien temporaire fourni par la Force de sécurité au Kosovo, montre que d'autres organisations peuvent jouer ce rôle avec plus d'efficacité. Les événements récents ont une nouvelle fois démontré que la MINUK a rempli sa mission, telle qu'elle était définie dans son mandat initial. Nous devons reconnaître cette réalité et progresser vers sa fermeture.

Le Conseil de sécurité a la responsabilité de réorienter son attention et ses ressources vers des domaines et des questions qui en ont le plus besoin. L'ONU peut encore jouer un rôle important dans la promotion de l'élaboration de normes et la création d'institutions démocratiques dans la région. Mais ce rôle ne nécessite pas le maintien d'une mission de maintien de la paix au Kosovo. Les États-Unis ont déploré que les appels antérieurs des membres du Conseil à envisager de mettre fin à la Mission et de prendre des mesures à cette fin sont restés lettre morte. Nous demandons à nouveau l'élaboration d'un tel plan afin que le Conseil puisse mettre un terme à la MINUK et favoriser la transition vers une présence plus efficace des Nations Unies qui aide le Kosovo et le reste des Balkans occidentaux à réaliser leur plein potentiel.

Nous nous faisons l'écho de l'appel lancé par le Secrétaire général en faveur d'une participation pleine et égale des femmes aux processus politiques au Kosovo et encourageons le Gouvernement à continuer d'investir dans la promotion des femmes au sein des organisations de la société civile.

Enfin, les États-Unis restent pleinement déterminés à préserver la stabilité dans les Balkans occidentaux. Nous travaillerons en étroite collaboration avec nos partenaires européens pour favoriser l'émergence de sociétés pacifiques, prospères, multiethniques et respectueuses de l'état de droit dans l'ensemble des Balkans occidentaux.

**M. Nebenzia** (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Nous remercions M. Zahir Tanin, Représentant spécial du Secrétaire général, de son exposé sur la situation dans la province et de ses vues à cet égard. Dans l'ensemble, nous souscrivons aux observations du Secrétaire général qui figurent dans son rapport (S/2021/861).

Nous saluons la participation à la présente séance de M. Nikola Selaković, Ministre des affaires étrangères de la Serbie. Aujourd'hui, nous avons une fois de plus entendu la propagande de M<sup>me</sup> Vjosa Osmani-Sadriu à propos d'un Kosovo pacifique et multiethnique qui connaît un succès extraordinaire sur la voie de la démocratie et de la prospérité. Ce conte de fées est contraire à la réalité. M<sup>me</sup> Osmani-Sadriu a présenté sa version des faits survenus au Kosovo au cours du mois dernier. Nous ne sommes pas convaincus par son récit ; elle induit en erreur le Conseil de sécurité et l'ensemble de la communauté internationale. Sa rhétorique enflammée ne changera pas l'évidence des faits.

La situation dans les régions du nord de la province autonome serbe du Kosovo-Metohija est très préoccupante, car elle s'est considérablement dégradée au cours du mois dernier.

Fin septembre, les autorités kosovares ont artificiellement attisé les tensions dans le nord de la province, bloquant ainsi la circulation le long de la frontière administrative. Des forces spéciales albanaises, des véhicules blindés et des armes lourdes du Kosovo ont été déployés dans la zone peuplée par les Serbes. Cela a causé des pertes civiles. Grâce à la médiation de l'Union européenne, l'affaire semblait réglée. Cependant, à peine l'encre des accords conclus avait-elle séché que de nouveaux incidents graves se sont produits le 13 octobre, lorsque les forces de police spéciales du Kosovo ont mené des raids violents dans des magasins et des pharmacies à Kosovska Mitrovica et Zvečan, en tirant sur des civils avec des armes à feu, des gaz lacrymogènes et des grenades paralysantes. Des dizaines de personnes ont été blessées.

Nous considérons ces actions de Pristina comme la manifestation d'une politique délibérée d'escalade visant à intimider les Serbes autochtones et à faire pression sur eux afin de les chasser du Kosovo. De plus, il est clair que ces tentatives d'intimidation ont aussi une dimension liée à la politique intérieure. Le radicalisme national « se vend bien » à l'approche des élections municipales du 17 octobre. Le nombre d'agressions contre des Serbes de souche et d'autres non-Albanais du

Kosovo, ainsi que les atteintes à leurs biens, sont également à la hausse – près du double de ce qui a été signalé en 2020.

Nous nous félicitons de la position responsable adoptée par Belgrade face aux affronts des Albanais du Kosovo. Belgrade a continué de s'acquitter de toutes les obligations qui lui incombent au titre de la résolution 1244 (1999) et de l'Accord militaire technique de Kumanovo, et elle s'est engagée en toute bonne foi dans un dialogue organisé sous les auspices de l'Union européenne afin de régler le différend.

Malheureusement, nos collègues occidentaux n'ont pas le courage de qualifier publiquement et franchement les événements actuels. Ils continuent d'appeler à la retenue des deux côtés, alors que ce sont précisément les dirigeants kosovars qui lancent des ultimatums à Belgrade pour qu'elle reconnaisse l'indépendance du Kosovo et verse des réparations sous une forme ou une autre. Les pays occidentaux n'ont pas non plus condamné la campagne pour la « Grande Albanie » à Tirana et à Pristina. Le soutien de certains pays aux mesures visant à créer une armée kosovare est un problème sérieux. De telles idées doivent être définitivement écartées, et les discours inacceptables à cet égard doivent être clairement qualifiés comme tels.

La réponse incohérente des collègues occidentaux qui encadrent Pristina et sont complaisants à son égard donne à cette dernière un sentiment d'impunité et conduira inévitablement à une confrontation ouverte. À cet égard, nous souhaitons rappeler que la responsabilité du maintien de la paix et de la sécurité dans la province incombe à la Force internationale de sécurité au Kosovo de l'OTAN et à la mission « État de droit » menée par l'Union européenne au Kosovo.

Nous croyons que les faits nouveaux survenus au Kosovo, ainsi que la politique déclarée de Pristina qui consiste à refuser de privilégier une solution négociée, constituent une tendance très dangereuse. Ces derniers mois, Pristina a fait avorter à deux reprises – le 15 juin et le 19 juillet – le dialogue de haut niveau avec Belgrade, facilité par l'Union européenne. Il ne fait aucun doute que cette nouvelle tactique – la provocation armée – vise à saper le processus de négociation, d'autant plus que le prochain cycle doit être consacré à la création des municipalités serbes du Kosovo – une obligation que Pristina ne parvient pas à honorer depuis 2013.

Nous tenons à rappeler la responsabilité particulière de l'Union européenne, chargée en 2010 par l'Assemblée générale de l'ONU d'assurer la médiation. Par conséquent, Bruxelles doit mener le dialogue de manière impartiale et veiller à ce que les parties respectent sans condition les obligations qu'elle a contribué à formuler. La crédibilité de Bruxelles en tant que médiatrice est en jeu. Nos collègues américains, qui ont une influence toute particulière sur Pristina, ont également un rôle important à jouer. Nous espérons qu'ils aideront Pristina à comprendre qu'il n'y a qu'un seul moyen de régler le problème du Kosovo, à savoir les négociations.

La Fédération de Russie appuie fermement la réalisation d'une solution viable et mutuellement acceptable par Belgrade et Pristina sur la base de la résolution 1244 (1999). Une telle solution doit, avant tout, être conforme au droit international et être approuvée par le Conseil de sécurité, car il s'agit d'une question de paix et de sécurité internationales.

Pour la même raison, nous nous opposons à l'admission du Kosovo dans les organisations internationales. Le droit de représenter la province revient exclusivement à la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK).

Nous sommes favorables à la poursuite efficace des travaux des Chambres spécialisées de La Haye, chargées d'enquêter sur les crimes commis par l'Armée de libération du Kosovo. Vingt-deux ans après le début du conflit armé, il est grand temps de rendre justice aux nombreuses victimes innocentes des extrémistes albanais du Kosovo.

Malheureusement, la justice n'a toujours pas été rendue dans l'affaire de l'attaque commise le 28 mai 2019 par des policiers albanais du Kosovo contre un membre russe du personnel de la MINUK, M. Krasnoshchekov. Dans un contexte où le Conseil de sécurité et le Secrétariat ne cessent de réitérer que la sécurité des membres du personnel de l'ONU est une priorité absolue, les retards dans cette affaire sont d'autant plus choquants.

Malheureusement, le système judiciaire du Kosovo lui-même est toujours défaillant, comme en témoigne la décision illégale rendue par la Cour d'appel concernant l'un des dirigeants serbes du Kosovo, Ivan Todosijević, chef de la municipalité de Zvečan, par laquelle elle a confirmé sa condamnation, en violation du Premier Accord sur les principes gouvernant la normalisation des relations.

La situation de la minorité serbe du Kosovo reste alarmante. En conséquence, le taux de retour des réfugiés et des déplacés dans la province est faible. Il faut régler d'urgence la question de la certification par Pristina des entreprises serbes qui fourniront ou distribueront l'électricité dans le nord du Kosovo. À l'approche de l'hiver, c'est une question d'une importance vitale pour les Serbes de la province.

Nous prenons acte des attaques incessantes commises contre le patrimoine culturel et religieux serbe séculaire au Kosovo. À cet égard, nous nous félicitons de la décision prise par les organes compétents de l'UNESCO de maintenir les sites de l'Église orthodoxe serbe sur la Liste du patrimoine mondial en péril.

Dans ces circonstances défavorables, les activités de la MINUK demeurent indispensables. Nous sommes favorables au maintien des capacités budgétaires et des effectifs de la Mission au même niveau. Nous estimons également qu'il convient de maintenir au niveau convenu la fréquence et le format des séances publiques d'information du Conseil de sécurité sur la question du Kosovo. En outre, nous espérons que le prochain rapport du Secrétaire général reflétera toutes les difficultés que rencontre la Mission.

**M. Geng Shuang** (Chine) (*parle en chinois*) : Je tiens à remercier le Représentant spécial du Secrétaire général, M. Tanin, de son exposé et à saluer la présence du Ministre des affaires étrangères de la Serbie, M. Selaković. J'ai également suivi la déclaration de M<sup>me</sup> Osmani-Sadriu.

La position de la Chine sur la question du Kosovo reste inchangée. Je voudrais réaffirmer que la Chine respecte la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Serbie, comprend les préoccupations légitimes de la Serbie sur la question du Kosovo et salue les efforts qu'elle déploie pour trouver une solution politique à la question du Kosovo. La Chine appuie les deux parties dans leurs efforts visant à trouver une solution mutuellement acceptable par un dialogue et des consultations sincères dans le cadre de la résolution 1244 (1999).

Depuis quelque temps, le Kosovo prend des mesures unilatérales successives, qui ont entraîné une escalade des tensions, ce qui préoccupe la Chine. Le dialogue et la concertation sont le seul moyen de régler la question du Kosovo. Les actions unilatérales ne sont pas propices à la paix et à la stabilité au Kosovo et dans la région, et ne servent les intérêts d'aucune des parties. Tel est le consensus général au sein de la communauté

internationale. La Chine espère que les parties concernées s'abstiendront de prendre de telles mesures et feront en sorte que des incidents similaires ne se produisent plus à l'avenir.

Depuis juin, la Serbie et le Kosovo ont tenu deux cycles de pourparlers de haut niveau, sous les auspices de l'Union européenne, ce dont la Chine se félicite. Dans le même temps, nous regrettons que les pourparlers de haut niveau n'aient abouti à aucun résultat. La Chine encourage les deux parties à poursuivre le dialogue. Nous saluons la volonté de la Serbie de participer activement au dialogue et espérons que la communauté internationale créera un environnement favorable à cette fin.

La résolution 1244 (1999) constitue la base politique et juridique du règlement de la question du Kosovo. Toute action ou déclaration allant au-delà du cadre de la résolution 1244 (1999) pourrait faire déraiper le dialogue entre la Serbie et le Kosovo et retarder le règlement définitif de la question du Kosovo.

La mise en œuvre effective des accords existants peut contribuer à renforcer la confiance entre les parties et à donner un nouvel élan au règlement des questions en suspens. Le Kosovo doit faire avancer le plus rapidement possible le processus de création de l'Association des municipalités à majorité serbe, conformément aux dispositions du Premier Accord sur les principes gouvernant la normalisation des relations.

Une réconciliation inclusive et la coexistence harmonieuse entre tous les groupes ethniques du Kosovo sont dans l'intérêt fondamental de tous les groupes ethniques et permettraient de répondre à leurs besoins en matière de développement. Depuis le début de l'année, les cas de discrimination et de harcèlement et les attaques contre les minorités ethniques au Kosovo se multiplient, et les relations entre les groupes ethniques sont marquées par des tensions. La Chine espère que les parties concernées prendront des mesures fermes et efficaces pour protéger la sécurité et les droits et intérêts légitimes des Serbes du Kosovo, promouvoir l'unité nationale et jeter des bases solides pour un règlement définitif de la question du Kosovo.

L'évolution récente de la situation montre que la question du Kosovo continue de poser un risque pour la sécurité dans les Balkans et en Europe du Sud-Est. Le Conseil de sécurité doit continuer à prêter l'attention voulue à la question du Kosovo. Le rôle de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK) reste très important.

La Chine salue l'action menée par la MINUK sous la direction du Représentant spécial Tanin, et est favorable à ce que la MINUK continue de jouer un rôle important, conformément à son mandat, dans le maintien de la paix et de la stabilité du Kosovo, dans la riposte à la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), dans la promotion de la réconciliation nationale et pour faciliter le retour des déplacés. Nous sommes favorables à ce que des ressources suffisantes soient mises à la disposition de la MINUK pour qu'elle puisse s'acquitter de son mandat.

**M. Pham** (Viet Nam) (*parle en anglais*) : Je remercie M. Zahir Tanin, Représentant spécial du Secrétaire général et Chef de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK), de son exposé instructif. Je voudrais souhaiter la bienvenue à la présente séance à M. Nikola Selaković, Ministre des affaires étrangères de la République de Serbie, et le remercier de sa déclaration. Je prends également acte de la déclaration de M<sup>me</sup> Osmani-Sadriu.

Le Viet Nam se félicite de la reprise du dialogue de haut niveau entre Belgrade et Pristina facilité par l'Union européenne, après une interruption de neuf mois, ainsi que de la volonté des deux parties de poursuivre les discussions au niveau technique afin d'étudier les possibilités d'organiser de nouveaux pourparlers de haut niveau. Dans le même temps, il est regrettable qu'aucun progrès sérieux n'ait été réalisé à cause des divergences de vues entre les deux parties.

En ce qui concerne la situation générale, nous soulignons l'importance d'un dialogue pacifique et de la recherche d'une solution durable entre Belgrade et Pristina, conformément aux principes fondamentaux du droit international, de la Charte des Nations Unies et de la résolution 1244 (1999), pour la paix, la stabilité et le développement à long terme de Belgrade et de Pristina, des Balkans et de l'Europe. C'est pourquoi nous exhortons les parties à faire fond sur les engagements pris récemment, à reprendre les pourparlers de haut niveau dans le cadre du dialogue facilité par l'Union européenne et à mettre en œuvre les accords déjà signés, notamment le Premier Accord sur les principes gouvernant la normalisation des relations.

Ayant suivi de près la situation sur le terrain, nous sommes également préoccupés par l'escalade des tensions frontalières concernant la délivrance des plaques d'immatriculation à la fin du mois de septembre, et nous prenons note de l'accord ultérieur conclu sur les mesures provisoires. Bien qu'ils ne se soient pas produits au cours de la période à l'examen, ces événements

méritent d'être mentionnés en raison de leurs causes profondes et de la manière dont les deux parties gèrent leurs différends. Nous espérons que Belgrade et Pristina respecteront l'accord conclu et œuvreront de concert pour trouver une solution définitive à la question.

Enfin, nous félicitons la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK) du rôle important qu'elle continue de jouer dans la promotion de la sécurité et de la stabilité dans la région et des mesures de confiance entre les communautés, ainsi que de sa collaboration avec Belgrade et Pristina.

Comme l'indique le rapport du Secrétaire général (S/2021/861), le travail de la MINUK, en coopération avec les organismes, fonds et programmes des Nations Unies et les partenaires internationaux, est essentiel pour aider les communautés du Kosovo à faire face à la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), notamment par la fourniture d'une aide humanitaire et d'équipements médicaux aux personnes en situation de vulnérabilité et la distribution de tests de dépistage de la COVID-19, ainsi que par la détection de la COVID-19, la lutte anti-infectieuse et l'organisation de formations en la matière. Nous encourageons la communauté internationale à continuer de soutenir ces efforts, ainsi que les objectifs et le mandat de la MINUK en matière de promotion de la sécurité et de la stabilité au Kosovo.

**M<sup>me</sup> Syed** (Norvège) (*parle en anglais*) : Je tiens tout d'abord à remercier le Représentant spécial du Secrétaire général de son exposé et à saluer le rapport du Secrétaire général (S/2021/861).

Le rapport décrit les progrès accomplis dans certains domaines, mais aussi la lenteur de la lutte contre l'instabilité politique. À cet égard, la lutte contre la corruption et la garantie de l'indépendance du pouvoir judiciaire doivent être au cœur de nos priorités. Si nous nous félicitons de l'intensification des efforts visant à garantir l'application du principe de responsabilité et notons avec satisfaction que le groupe de travail chargé d'élaborer une stratégie en faveur de la justice transitionnelle a commencé ses travaux, nous restons préoccupés par l'impunité de fait dont jouissent les auteurs d'actes de violence. Nous exhortons les dirigeants du Kosovo à tirer parti de la dynamique offerte par les élections de cette année et à consolider l'état de droit, à lutter contre la corruption et à protéger les droits humains.

Tous les acteurs doivent s'engager pleinement dans d'importants processus politiques de haut niveau, tels que le dialogue facilité par l'Union européenne avec

la Serbie. Nous encourageons les parties à renforcer le dialogue et à collaborer de manière constructive sur la base du Premier Accord sur les principes gouvernant la normalisation des relations, tout en faisant preuve de pragmatisme afin de trouver des compromis mutuellement acceptables et en respectant les engagements qu'elles ont déjà pris. Une solution définitive au problème des plaques d'immatriculation constituerait une avancée dans la bonne direction. Un accord entre le Kosovo et la Serbie sur la normalisation complète des relations est essentiel pour éviter un conflit gelé et pour réaliser le développement économique. Cela est primordial pour le développement futur du Kosovo et de la région.

La maladie à coronavirus (COVID-19) a eu des répercussions socioéconomiques et politiques négatives importantes au Kosovo. Nous observons des tendances inquiétantes, à savoir un chômage croissant, une perte continue de revenus, des retards dans les domaines de la santé et de l'éducation et une augmentation de la violence domestique. Par conséquent, la démocratisation, la protection des droits humains et le renforcement de l'état de droit et de la liberté d'expression, ainsi que la lutte contre la violence domestique et fondée sur le genre, sont des éléments fondamentaux de la transformation sociale.

Nous nous faisons l'écho des préoccupations du Secrétaire général concernant les cas de violence domestique et fondée sur le genre au Kosovo, et nous nous félicitons des efforts actuellement déployés par les institutions gouvernementales, la société civile et les organisations internationales pour traiter ces questions, y compris ceux mis en œuvre conjointement par la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK) et d'autres entités des Nations Unies. Il est indispensable de réaliser de nouveaux progrès dans la lutte contre la violence fondée sur le genre, la garantie des droits de propriété et l'atténuation des effets de la pandémie sur les femmes et les filles pour que le Kosovo devienne une société démocratique, multiethnique et prospère.

Nous savons que les femmes sont la clef de la paix. Nous appelons les parties à garantir la participation pleine, égale et effective des femmes à tous les aspects du dialogue et de la consolidation de la paix. La représentation accrue des femmes au Parlement et dans le Gouvernement actuel doit être une source d'inspiration pour la pleine intégration des femmes dans les pourparlers de paix.

La question d'un examen de la MINUK a été soulevée. Bien que nous estimions que la Mission a su s'adapter aux nouveaux défis, dont la pandémie de COVID-19, nous serions favorables à la recherche d'éventuelles améliorations en termes d'efficacité.

Pour terminer, je voudrais rappeler qu'il n'y a pas d'autre option que le processus mené par l'Union européenne. Il a besoin de notre plein soutien. La Norvège continuera de travailler en étroite collaboration avec les institutions européennes, les principaux États membres de l'Union européenne et les États-Unis. Nous appelons les parties à honorer leurs engagements afin de consolider les acquis et à participer de manière constructive au règlement du conflit.

**M. Gómez Robledo Verduzco** (Mexique) (*parle en espagnol*) : Ma délégation accueille avec satisfaction le rapport du Secrétaire général présenté par le Représentant spécial Tanin (S/2021/861). Nous nous félicitons, par ailleurs, de la présence parmi nous du Ministre des affaires étrangères de la Serbie et de M<sup>me</sup> Vjosa Osmani-Sadriu.

Le Mexique a suivi avec une vive préoccupation les événements survenus ces dernières semaines dans le nord de la région du Kosovo, dont le Représentant spécial nous a fait part ce matin. À cet égard, nous saluons le travail important effectué sur le terrain par les composantes de la Force internationale de sécurité au Kosovo pour assurer un environnement sûr et la liberté de circulation de toutes les communautés vivant dans la région du Kosovo. Nous nous félicitons du fait que certaines mesures provisoires aient été arrêtées afin d'apaiser les tensions sur le terrain, ainsi que de la création d'un groupe de travail chargé de rechercher une solution définitive à la question de l'immatriculation des véhicules.

Néanmoins, cette situation est symptomatique de problèmes plus vastes, dont les solutions ne pourront être trouvées qu'au moyen d'un dialogue entre les parties. Les progrès réalisés lors des réunions de ces derniers mois, dans le cadre du dialogue entre Belgrade et Pristina facilité par l'Union européenne, ont été pour le moins très limités. Nous exhortons les parties à coopérer dans un esprit constructif, afin de trouver des solutions définitives, notamment concernant le statut final de la région du Kosovo, et ce, dans le plein respect des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité en la matière, qui constituent le seul cadre approprié pour régler le conflit.

Nous souscrivons à l'appel lancé par le Représentant spécial de l'Union européenne, M. Lajčák, qui a demandé aux parties de mettre en œuvre tous les accords conclus, sans exception, au moins jusqu'à ce que soient résolues les questions en suspens relatives au Premier Accord sur les principes gouvernant la normalisation des relations entre les parties. À cet égard, nous suivrons attentivement les résultats de la réunion des négociateurs en chef, qui doit se tenir dans les prochaines semaines.

En ce qui concerne la mention dans le rapport du Secrétaire général de Gjakovë/Đakovica, le Mexique réaffirme, comme l'a fait le Représentant spécial Tanin, l'importance de protéger les droits de tous ceux et de toutes celles qui souhaitent retourner dans leur lieu d'origine. Nous exhortons les autorités de la région du Kosovo à collaborer avec les organisations de la société civile et les communautés locales afin de créer un climat propice au retour en toute sécurité, dans la dignité et de manière durable de tous ceux et de toutes celles qui le souhaitent et de promouvoir les processus de réinsertion et de réconciliation.

Nous prenons note de l'observation figurant dans le rapport sur les cas de violence fondée sur le genre et les niveaux de violence domestique. Nous appelons les autorités du Kosovo, la société civile et les organisations internationales à continuer de promouvoir l'élaboration de cadres d'action juridique et de politiques publiques pour relever ce défi et à assurer leur mise en œuvre pleine et effective.

Le Mexique souligne que la pleine participation des femmes aux processus politiques ainsi qu'à tous les domaines de la vie politique et sociale est essentielle pour reconstruire le tissu social.

Je conclus en renouvelant l'appui de mon pays à la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo dans ses efforts visant à stabiliser la situation et à renforcer l'état de droit et la sécurité dans la région, en coopération avec la Force internationale de sécurité au Kosovo et la mission « État de droit » menée par l'Union européenne au Kosovo, conformément à la résolution 1244 (1999).

**M. Ben Lagha** (Tunisie) (*parle en arabe*) : Je voudrais tout d'abord remercier M. Zahir Tanin de son exposé très important. Nous lui exprimons à nouveau notre gratitude et notre appui pour les efforts qu'il déploie à la tête de la Mission d'administration intérimaire

des Nations Unies au Kosovo. Je salue également la présence de S. E. le Ministre des affaires étrangères de la République de Serbie et de M<sup>me</sup> Vjosa Osmani-Sadriu.

Les événements malheureux survenus dans le nord du Kosovo ces dernières semaines, accompagnés d'une escalade des tensions, de nouveaux actes de violence et d'affrontements à Mitrovica et dans le territoire du nord, ne peuvent que compliquer davantage la situation. Ils représentent une nouvelle menace pour la sécurité et la stabilité de la région.

Dans ce contexte, ma délégation appelle les deux parties au calme, à enrayer l'escalade, à s'abstenir de toute mesure unilatérale ou non coordonnée et à reprendre le dialogue sous les auspices de la communauté internationale. À ce titre, nous nous félicitons de la réaction rapide de l'Union européenne, qui a contribué à calmer la situation et mis en place un groupe de travail afin de trouver une solution durable.

Ma délégation salue la reprise du dialogue entre Pristina et Belgrade, sous les auspices de l'Union européenne. Nous réitérons notre appel aux deux parties pour qu'elles continuent à participer au dialogue de manière constructive, à s'acquitter de leurs obligations, à mettre en œuvre les accords afin de garantir la sécurité et la stabilité, et à contribuer à un règlement politique global.

À cet égard, mon pays exprime son soutien aux efforts déployés par le Représentant spécial de l'Union européenne pour le Kosovo, tout en espérant que la prochaine série de pourparlers permettra de réaliser des progrès tangibles sur plusieurs questions importantes, telles que la mise en œuvre des accords existants, la coopération économique, le retour des minorités déplacées et le sort des personnes toujours portées disparues.

Promouvoir la confiance et la coexistence pacifique entre les différents groupes ethniques est le seul moyen de parvenir à la paix et à la stabilité au Kosovo. La diversité ne constitue pas un obstacle à l'intégration et à l'unité si on privilégie le dialogue pacifique, le consensus et la réconciliation.

En conclusion, je voudrais exprimer à nouveau l'appui de la Tunisie aux efforts régionaux et internationaux visant à trouver une solution durable et globale à la question du Kosovo, conformément aux principes fondamentaux du droit international, à la Charte des Nations Unies et à la résolution 1244 (1999), pour parvenir à la paix et répondre aux aspirations des peuples de la région à la sécurité, à la stabilité et au développement durable.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je vais maintenant faire une déclaration en ma qualité de représentant du Kenya.

Je remercie le Représentant spécial du Secrétaire général Zahir Tanin de son exposé et du travail accompli.

Le Kenya se félicite des efforts déployés par la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK) pour promouvoir la sécurité, la stabilité et le respect des droits humains au Kosovo et dans la région, conformément à son mandat. Nous notons que la MINUK continue de coopérer de manière constructive avec Pristina et Belgrade ainsi qu'avec l'ensemble de la population du Kosovo et tous les acteurs régionaux et internationaux.

Le Kenya se félicite des réunions qui se sont tenues au cours de l'été entre Belgrade et Pristina, notamment les pourparlers de haut niveau du 15 juin entre le Premier Ministre Albin Kurti et le Président serbe Aleksandar Vučić. Ces réunions sont importantes car seul un dialogue soutenu peut permettre de normaliser les relations entre les deux parties.

Comme nous le savons tous, les médias sociaux et les médias classiques sont des moyens de communication de plus en plus importants pour tous les groupes démographiques, en particulier parmi les jeunes qui participent à la vie politique. Malheureusement, il a été établi qu'ils sont utilisés pour inciter à la haine et diffuser des discours de haine, comme l'indiquent certains rapports présentés au Conseil de sécurité.

Le Kenya salue l'initiative pilote de la MINUK visant à surveiller les incitations à la haine et les propos haineux sur les médias sociaux et en ligne. Une telle initiative, si elle est menée de manière objective, peut contribuer à l'élaboration de stratégies permettant de contrer efficacement ces discours nuisibles.

L'une des séances phares organisée par le Kenya et présidée par S. E. le Président Uhuru Kenyatta le mardi 12 octobre (voir S/PV.8877) a porté sur les questions de diversité, d'édification de l'État et de recherche de la paix. Lors de cette séance, le Président Kenyatta a déclaré qu'une mauvaise gestion de la diversité faisait naître de graves menaces pour la paix et la sécurité internationales. Je voudrais ajouter qu'en plus de créer de nouvelles menaces, elle risque de provoquer la reprise de conflits que nous pensions appartenir au passé.

Nous sommes particulièrement attentifs non seulement à ce que les dirigeants se disent, mais aussi à ce que leurs partisans se disent. À cette fin, nous organiserons une réunion selon la formule Arria dans le courant

du mois qui se penchera sur les moyens d'aborder et de combattre les discours haineux et de prévenir les incitations à la discrimination, à l'hostilité et à la violence sur les médias sociaux. L'objectif est de permettre au Conseil de sécurité de se faire une idée précise des moyens par lesquels les discours de haine et les incitations à la haine sont diffusés sur les médias sociaux. Nous entendrons des interventions de personnalités du secteur privé.

Si je mets l'accent sur les discours, la haine et l'incitation, c'est parce que l'observation du Représentant spécial Tanin concernant la méfiance entre les parties se reflète non seulement entre les parties mais aussi parfois entre différents segments de la population. Le mardi 12 octobre, le Président Kenyatta a fait remarquer que cette méfiance conduit à une détérioration de la confiance dans les institutions de l'État, ce qui, à son tour, conduit à un affaiblissement de la légitimité de l'État. Dans une telle situation, l'État est incapable de prévenir, d'atténuer ou de régler les conflits auxquels il est confronté. C'est pourquoi le Kenya recommande aux parties de renouveler leur engagement à intégrer leur appui et leur adhésion à la diversité dans toutes leurs politiques et, au-delà de leurs politiques, dans le développement et l'amélioration de leur culture politique.

Je voudrais saluer la participation des femmes et des jeunes qui cherchent à faire entendre leur voix, surtout si leur objectif est de rassembler les parties et de mettre en évidence les points de convergence et les intérêts communs qui, nous en sommes sûrs, existent encore.

Je me fais l'écho de l'appel lancé dans le rapport du Secrétaire général (S/2021/861) en faveur de la création d'un climat propice tant au retour en toute sécurité, dans la dignité et de manière durable de tous les déplacés à l'intérieur du Kosovo et de tous les rapatriés qu'à la réinsertion sociale de ces personnes. Derrière chaque personne déplacée, il y a une tragédie, une occasion perdue, la solitude et la souffrance morale.

Pour terminer, je réaffirme la nécessité pour les parties de faire preuve de cohérence dans leur application de la résolution 1244 (1999) et de dialoguer de manière constructive afin de progresser rapidement vers une normalisation complète de leurs relations aux plus hauts niveaux mais aussi entre les personnes.

Je reprends à présent mes fonctions de Président du Conseil de sécurité.

Le représentant de la Serbie a demandé la parole pour faire une autre déclaration. Je lui donne la parole.

**M. Selaković** (Serbie) (parle en anglais) : Nous écoutons la citoyenne de la République de Serbie, M<sup>me</sup> Osmani-Sadriu, prétendre qu'elle est la soi-disant Présidente de notre province autonome du sud. Nous l'écoutons raconter des histoires qui ignorent cyniquement le rapport du Secrétaire général (S/2021/861) et l'exposé de M. Tanin, de même que les pertes dues aux récentes actions de son camp. Elle oublie de dire que cet État qui n'en est pas un est basé sur des crimes de guerre et que ses pères fondateurs sont en prison. Elle oublie de parler des victimes serbes et du nettoyage ethnique, prouvé par le fait que plus de 200 000 déplacés attendent depuis plus de 22 ans de revenir chez eux, alors qu'elle se vante que son camp accueille des réfugiés venus de pays très éloignés.

La citoyenne de la République de Serbie, M<sup>me</sup> Osmani-Sadriu, raconte des histoires à dormir debout qui décrivent un État qui n'en est pas un comme « l'un des plus grands défenseurs de la paix et de la stabilité dans le monde ». Est-ce que ce qui est arrivé à Srečko Sofronijević, un homme de 36 ans grièvement blessé il y a deux jours, reflète le comportement d'un défenseur de la paix et de la stabilité dans le monde ? Nous entendons des histoires à dormir debout sur la lutte contre la contrebande et le commerce illégal. Les principaux arguments de M<sup>me</sup> Osmani-Sadriu sont des mensonges, et c'est normal, puisqu'elle peut mentir ; elle est autorisée à mentir car elle ne représente personne sinon elle-même. Ici, je représente un État Membre de l'ONU, indépendant et internationalement reconnu ; je ne peux pas mentir, je dois être lié par la vérité.

La vérité, c'est que l'unilatéralisme de Pristina détruit tous les efforts consentis pour trouver une solution de compromis durable par le dialogue. La vérité, c'est que nous donnons suite à nos obligations découlant de l'Accord de Bruxelles et que les institutions provisoires d'administration autonome refusent clairement et activement d'honorer les obligations qu'elles ont contractées. Cela a été confirmé par M. Kurti durant la première session de dialogue tenue à Bruxelles en juin, et aussi le 12 septembre par M<sup>me</sup> Osmani-Sadriu dans un entretien pour le *Süddeutsche Zeitung*, au cours duquel elle a déclaré que son camp n'autoriserait pas la formation de la communauté de municipalités serbes. Voici la déclaration en question ; je peux la donner à tous les représentants des membres permanents et non permanents du Conseil de sécurité.

M<sup>me</sup> Osmani-Sadriu doit se lever quand elle mentionne S. E. M. Aleksandar Vučić, Président de la République de Serbie, car il est aussi son président. Elle doit honorer son président. Les bouchers des Balkans – Hashim Thaçi, Kadri Veseli et les autres qui ont enlevé des civils innocents et se sont livrés au trafic d'organes – sont en prison et font l'objet d'une procédure pénale.

M<sup>me</sup> Osmani-Sadriu doit cesser de mentir au sujet des 20 000 victimes de la violence sexuelle durant la guerre, car, selon le rapport du Secrétaire général au Conseil de sécurité sur la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo, daté du 5 avril 2021 (S/2021/332), il a été confirmé que le nombre de cas de violence sexuelle s'établissait non pas à 20 000 mais à 912.

Le cancer au cœur de l'Europe est représenté par les gens assis à ma droite, qui chérissent leurs traditions fascistes depuis le début de l'année 1941, depuis les actes génocidaires bien connus de Balli Kombëtar et de l'insurpassable division SS Skanderbeg.

Enfin, je proteste contre le fait que les représentants de la tumeur cancéreuse située au cœur de l'Europe aient été autorisés à entrer dans la salle en portant des masques sur lesquels ils affichent les symboles d'un État qui n'en est pas un.

**Le Président** (*parle en anglais*) : M<sup>me</sup> Osmani-Sadriu a demandé la parole pour faire une autre déclaration. Je lui donne maintenant la parole.

**M<sup>me</sup> Osmani-Sadriu** (*parle en anglais*) : Tout d'abord, je remercie les membres du Conseil de sécurité qui ont salué et appuyé sans réserve les efforts énergiques des institutions du Kosovo en matière d'état de droit, lesquels profitent à tous les citoyens du Kosovo, quelle que soit leur appartenance ethnique. Je remercie également ceux qui ont insisté sur le rôle important des femmes dans la société. Nous voulons travailler main dans la main avec chacun d'entre eux pour accroître le rôle des femmes dans notre société, dans la vie politique et ailleurs, exactement comme nous le faisons actuellement.

Peut-être dois-je en venir à présent au dernier exemple en date de pure propagande que vient de donner M. Selaković. Je suis une fière citoyenne de la République indépendante et souveraine du Kosovo. La République indépendante du Kosovo est là pour rester. Il serait préférable que M. Selaković accepte cette réalité, et cela serait également préférable pour tous les citoyens

de la Serbie, afin qu'ils puissent envisager un avenir de paix et de stabilité, où leurs dirigeants ne feraient plus la guerre ni oeuvre de déstabilisation. Il n'y a pas que nous, eux aussi ont suffisamment souffert de ceux qui dirigent leur pays. Je suis d'accord pour dire qu'il y a une tragédie derrière chaque réfugié et derrière chaque déplacé. J'en ai moi-même fait partie. Et avec moi, plus de 80 % des habitants de mon pays ont été forcés de fuir le régime génocidaire de Milošević, qui est maintenant glorifié tous les jours. Les criminels de guerre ne sont pas seulement glorifiés ; ils sont réhabilités par les institutions serbes actuelles.

M. Selaković parle de la mort d'une vieille dame ces derniers jours au Kosovo. Même si je suis tout à fait prête à exprimer mes condoléances à ce sujet en tant que Présidente de toutes les institutions et Présidente de tous les habitants du Kosovo, quelle que soit leur appartenance ethnique, je tiens à dire la vérité ici devant toutes les personnes présentes aujourd'hui. Il n'y a absolument aucune information émanant d'une quelconque institution locale ou internationale – et nous avons une si forte présence internationale au Kosovo que l'information serait remontée – qui établisse que cette femme soit morte à cause des efforts des institutions du Kosovo pour faire appliquer la loi. Il n'y a même pas eu d'autopsie ; alors M. Selaković vient ici aujourd'hui et donne une version déformée sur ce qui s'est passé mercredi au Kosovo. Il parle d'une centaine de crimes à caractère ethnique mais, en fait, il mentionne le même crime à de multiples reprises pour arriver au nombre de 100. La vérité, d'après les rapports internationaux, c'est que, de 2017 à 2020, le pourcentage de crimes à caractère ethnique a été de 0,03 %. Ce pourcentage n'est pas de 3 % ni de 0,3 %, mais de 0,03 %. Et nous sommes déterminés à le porter à zéro. La vérité, c'est que ce n'est pas de moi dont les Serbes du Kosovo ont peur. Les Serbes du Kosovo ont peur des structures criminelles illégales parallèles, aidées, encouragées, financées, soutenues et transformées en bandes criminelles par le Président Vučić lui-même, et personne d'autre. Et ce sont ces structures, comme l'ont mentionné les représentants du Royaume-Uni et d'autres États dans cette salle, qui violent tous les droits fondamentaux, y compris le droit à des élections libres, et qui font peser un climat d'intimidation sur les Serbes pour les empêcher de participer librement aux élections. En tant que Présidente de tous les habitants du Kosovo, je tiens, devant tous les membres du Conseil de sécurité, à m'engager une fois de plus à faire tout ce qui est en notre pouvoir pour protéger les Serbes du Kosovo contre ces attaques émanant de structures illégales et criminelles.

M. Selaković a également mentionné le cas d'Ivan Todosijević. Dans cette affaire, la personne qui comparait devant les tribunaux du Kosovo a été inculpée pour avoir nié des crimes de guerre, ce qui est parfaitement conforme à ce que la Cour européenne des droits de l'homme a répété à maintes reprises : il est interdit de nier le génocide, et il est interdit de nier les crimes de guerre, car leur déni contribue aux discours de haine, à l'impunité et à l'aggravation des tensions. Mais l'accord auquel M. Selaković a fait référence tout à l'heure ne prévoyait de comités spéciaux que pour les régions à majorité serbe, or Pristina n'est pas une région à majorité serbe. Il s'agit de la capitale du Kosovo, et elle n'est pas concernée par l'accord prévoyant des comités judiciaires pour les régions à majorité serbe. Nous avons donc pleinement respecté l'accord signé à Bruxelles.

Je voudrais revenir quelques instants sur les prétendues attaques contre les églises. Qu'il me soit permis de citer l'OTAN une nouvelle fois. Récemment, par le truchement de ses représentants à la Force de paix au Kosovo (KFOR), l'OTAN a déclaré publiquement qu'au cours des 10 dernières années, aucun incident grave n'avait été commis, ni contre le monastère de Visoki Dečani ni contre d'autres églises au Kosovo. Voilà la vérité. En l'occurrence, c'est le Service de police du Kosovo, service pluriethnique du pays indépendant qu'est le Kosovo, qui assure la sécurité de la plupart de ces églises, à l'exception du monastère de Visoki Dečani, où la KFOR est présente et où, encore une fois, elle affirme qu'aucun incident grave ne s'est produit ces quelque 10 dernières années. La Serbie doit donc commencer à lutter contre l'impunité, et cesser de glorifier et de réhabiliter les criminels de guerre.

Oui, le Kosovo a pleinement appuyé la création des Chambres spécialisées. Aucun autre pays dans l'histoire du monde n'a montré un tel attachement à la justice internationale. Tous les dirigeants kosovars ont volontairement coopéré avec ce tribunal. Les membres du Conseil savent-ils pourquoi ? Parce que nous n'avons rien à cacher. Nous n'avons rien à cacher. La vérité s'est produite sous les yeux du monde entier, et la vérité, c'est que les membres de l'OTAN, les pays démocratiques du monde entier, sont intervenus pour faire cesser le génocide serbe. C'est une vérité qui ne peut être modifiée par les projets de révisionnisme historique nourris par la Serbie et ses alliés. La vérité, c'est que nous avons été les victimes, et les Serbes les agresseurs.

Nous nous refusons toujours à rejeter en bloc la responsabilité sur qui que ce soit, et c'est pourquoi le Kosovo est attaché au dialogue. Je tiens à rassurer le Conseil à cet égard. Nous sommes déterminés non seulement à être présents, mais à prendre une part active à ce dialogue, et à faire des propositions susceptibles d'apporter davantage de paix et de stabilité dans la région. Mais puisque M. Selaković abuse de son temps de parole dans cette salle pour salir la réputation des Serbes, et des citoyens que je suis fière de représenter – les Serbes du Kosovo, les Albanais du Kosovo, les Turcs du Kosovo, les Roms du Kosovo, les Ashkali du Kosovo, les Égyptiens du Kosovo, les Gorani du Kosovo et tous les autres groupes, qui sont les bienvenus au Kosovo, où ils vivent en paix –, peut-être pourrais-je moi aussi citer quelques noms.

Je commencerai par Liria Muccioli, âgée de 6 mois ; le prénom « Liria » signifie liberté. Pendant la guerre, Liria et 53 membres de sa famille, dont la plupart étaient de jeunes enfants de moins de 7 ans, ainsi que leurs mères et leurs grands-mères, ont tenté de fuir leur maison et le régime de Milošević. La police et l'armée qui, à l'époque, étaient aux ordres du Ministre de l'intérieur, aujourd'hui Président du Parlement serbe, et du Ministre de la propagande, aujourd'hui Président de la Serbie, et de bien d'autres encore, ne les ont pas laissé faire. La famille a été ramenée dans une petite pièce de la maison, et tous les membres ont été exécutés : 54 personnes, pour la plupart des petits enfants. Puis, comme si cela ne suffisait pas, la police et l'armée sont revenues, et ont brûlé leurs corps. Certains des enfants, dont plusieurs avaient à peine 2 ans, étaient encore en vie – blessés, mais encore en vie – et ont été brûlés vifs dans leur maison. Puis, comme si cela ne suffisait toujours pas, elles sont de nouveau revenues mettre le feu une seconde fois. La troisième fois, c'est la maison tout entière qu'elles ont incendiée.

Si M. Selaković se rendait aujourd'hui dans cette maison, et je l'y invite, en ma qualité de Présidente de la République du Kosovo, je lui demanderai de s'y agenouiller car, pour reprendre les mots de Willy Brandt, c'est ce que font les hommes quand les mots font défaut. On s'agenouille devant un tombeau. Quelque 54 personnes, pour la plupart de jeunes enfants, dont Liria Muccioli, 6 mois, ont été brûlées à trois reprises. Quel était leur crime ? La Serbie a-t-elle jamais présenté ses excuses ?

Je voudrais évoquer un autre nom devant les membres du Conseil, celui de Dragan Obradović ; et

un autre encore, celui de Srećko Sofronijević. Selon le Centre du droit humanitaire, situé à Belgrade, ce sont les deux personnes qui ont ordonné ces crimes. Bien sûr, ils sont en Serbie. Bien sûr, ils ont été réhabilités. Bien sûr, le nouveau régime serbe leur a donné d'excellents emplois. Et bien sûr, l'impunité se poursuit.

Je pourrais continuer de citer des noms de personnes, ou de familles dont les plaies sont toujours béantes parce que la Serbie continue de dormir sur des charniers. Voici une carte. C'est la carte des charniers découverts en Serbie à ce jour. Et d'après l'ancien Président serbe Boris Tadić, qui a été tué en Serbie, il y a encore beaucoup d'autres charniers dans le pays.

J'exhorte la Serbie à ouvrir ces charniers. Nous voulons retrouver nos proches. Nous voulons qu'ils rentrent chez eux. Nous voulons que les dépouilles de leurs enfants soient rendues aux mères éplorées. Nous voulons que les mères puissent déposer une fleur sur les tombes pour l'instant vides de plus de 1 600 personnes. J'exhorte les membres du Conseil à ne jamais oublier, de sorte que ce slogan ne soit plus nécessaire. N'oublions jamais le vrai visage du régime serbe.

Pour terminer, je voudrais m'adresser à M. Selaković et citer le Président des États-Unis John F. Kennedy :

« Que chaque nation sache, qu'elle nous veuille du bien ou du mal, que nous paierons n'importe quel coût, supporterons n'importe quel fardeau [...] pour assurer la survie et le succès de la liberté. »

La Serbie ne réussira pas à nous intimider. La liberté est dans notre ADN.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Le Ministre des affaires étrangères de la Serbie a demandé la parole pour faire une nouvelle déclaration. Le Conseil ayant pris du retard, je lui demande de limiter cette nouvelle déclaration à trois minutes et je précise que ce sera la dernière.

Je donne maintenant la parole au Ministre des affaires étrangères de la Serbie.

**M. Selaković** (Serbie) (*parle en anglais*) : Je suis vraiment préoccupé par l'état mental de M<sup>me</sup> Osmani-Sadriu. Elle a dit beaucoup de mensonges. Je dis à M<sup>me</sup> Osmani-Sadriu, voici Srećko Sofronijević. Voici l'homme que ses criminels ont abattu dans le dos il y a deux jours seulement. Il n'est pas à Belgrade. Il ne commande rien. C'est un citoyen ordinaire. Voici Srećko Sofronijević. Qu'elle cesse de mentir. Boris Tadić est

certes l'ancien Président de la République de Serbie, mais Dieu merci, il est en bonne santé. Il vit à Belgrade. Il n'a pas été tué, comme l'a déclaré M<sup>me</sup> Osmani-Sadriu.

De quoi parle-t-elle ? De quoi parle-t-elle quand elle emploie le mot « prétendues » pour qualifier les attaques contre les églises serbes ? Quinze églises ont été pillées et attaquées au cours des neuf derniers mois – 15 églises. Le Kosovo a détruit plus de 19 cimetières et nécropoles, des cimetières chrétiens orthodoxes serbes. Il est bien coupable de quelque chose. M<sup>me</sup> Osmani-Sadriu a parlé des victimes du Kosovo. Je suis désolé. Mais qu'en est-il de la famille Sutakovic, la mère, le père et leurs trois enfants ? Leurs dépouilles ont été récemment découvertes dans la zone industrielle de Djakovica. Il ne reste plus personne. Tous les membres de cette famille ont été tués. M<sup>me</sup> Osmani-Sadriu n'était pas dans les montagnes il y a 22 ans simplement parce qu'elle était une réfugiée. Elle était là parce qu'elle était avec les terroristes. Selon la liste des terroristes établie par la Central Intelligence Agency en 1997, la soi-disant Armée de libération du Kosovo y est déclarée organisation terroriste. Alors qu'elle ne vienne pas nous parler de révisionnisme historique. Nous savons très bien qu'elle ne peut pas cacher la division SS Skanderberg ni la tradition du Balli Kombëtar, dont les membres sont parmi les éléments les plus célèbres à avoir travaillé pour les nazis pendant la Seconde Guerre mondiale. Je vous remercie, Monsieur le Président, de m'avoir permis de dire ces quelques mots.

**Le Président** (*parle en anglais*) : M<sup>me</sup> Osmani-Sadriu a demandé la parole pour faire une autre déclaration. Je lui demande de limiter à trois minutes sa déclaration, qui sera la dernière. Je lui donne maintenant la parole.

**M<sup>me</sup> Osmani-Sadriu** (*parle en anglais*) : Je vais essayer d'être brève. Évidemment, M. Selaković ne peut pas comprendre ce que vivent les victimes de la guerre. Après avoir été forcée de fuir ma maison par le régime serbe, comme des centaines de milliers d'autres Kosovars, je me suis cachée dans les montagnes pendant des mois. Ce n'est qu'en mai 1999 que ma famille et moi avons pu partir pour le Monténégro, où je suis restée en tant que réfugiée pendant une courte période. Je sais donc très bien ce que c'est que d'être une personne

déplacée à cause de la terreur et du génocide perpétrés par la Serbie, mais aussi ce que c'est que d'être une réfugiée. C'est pourquoi nous avons ouvert nos cœurs et nos esprits aux personnes en provenance d'Afghanistan.

Bien sûr, je pensais à M. Djindjic, et non à M. Tadić, mais le fait demeure que le défunt Président de la Serbie, qui a été tué en Serbie, a parlé de ces charniers. Ses plus proches collaborateurs le confirment aujourd'hui. L'actuel Président du Parlement serbe menace publiquement les citoyens serbes qui coopèrent avec la communauté internationale pour localiser ces charniers. Il les a menacés publiquement à la télévision nationale, déclarant que les Serbes qui parleraient des charniers et de leur emplacement seraient considérés comme des traîtres à la nation. Ce genre d'impunité n'existe nulle part ailleurs dans le monde. M. Selaković peut bien sûr poursuivre sa propagande et tenter de nous insulter. Mais, comme je l'ai dit au tout début, on ne peut pas changer la vérité, parce qu'elle s'est produite sous nos yeux. Évidemment, je n'ai pas mentionné Srečko Sofronjević comme faisant partie des personnes impliquées en 1999. Je l'ai mentionné pour démontrer la propagande de M. Selaković car, en fait, il n'y a absolument aucune preuve qu'il ait été abattu par la police du Kosovo. Il n'existe absolument aucune preuve.

Les ambassades des pays qui sont présentes en République du Kosovo connaissent les faits. Elles ont exposé publiquement les faits. Elles ont pleinement appuyé les efforts déployés par le Kosovo en matière d'état de droit sur le terrain. J'invite tous ceux qui nourrissent des doutes à reconnaître notre jeune république, à reconnaître la souffrance du peuple kosovar, à reconnaître la réalité d'un pays souverain et indépendant, qui va le rester à jamais. Je les invite à venir dans notre pays et à le découvrir par eux-mêmes, à voir ce qui se passe sur le terrain, à voir les souffrances et les profondes blessures qui sont encore ouvertes parce qu'il n'y a pas eu de justice pour les crimes commis par des Serbes, mais aussi à voir l'immense et formidable potentiel des jeunes du Kosovo et ce que nous pouvons faire. Qu'on nous permette de rejoindre les États Membres autour de la table en tant que nation souveraine qui a tant à donner au monde.

*La séance est levée à 12 h 55.*